



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-1-16/2023-1-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 16 janvier.

Attentat de Beni : la Monusco promet un appui à la prise en charge des blessés, de l'attentat à la bombe, survenu dans l'église de la 8^{ème} CEPAC de la commune rurale de Kasindi, territoire de Beni (Nord-Kivu). Une ambulance médicalisée de la mission onusienne s'est ainsi rendue dès dimanche soir à Kasindi. Selon des sources recoupées, ses cinq autres ambulances vont suivre ce lundi matin pour entamer l'évacuation des blessés graves vers la ville de Beni. La Monusco entend affréter des vols spéciaux ce même lundi pour l'évacuation à titre humanitaire des cas considérés comme urgents. Certains témoins de cet attentat, parlent d'une « scène presque apocalyptique ». Des sources médicales avancent le chiffre de 13 personnes tuées, dont 7 femmes et enfants, et 79 blessés, dont 7 graves, à la suite de cet attentat à la bombe. **Des acteurs socio-politiques condamnent l'attentat de Kasindi.** Moïse Katumbi, leader du parti Ensemble pour la République, « condamne avec la plus grande fermeté l'acte barbare perpétré ce dimanche à Kasindi », estimant que « les actes terroristes, comme les discours de haine, n'ont pas leur place en RDC ». Pour le sénateur Moïse Nyarugabo, « ce qui vient de se passer à Beni est un acte lâche, barbare et inqualifiable ». « Autant je condamne cet odieux attentat, autant j'invite le gouvernement à s'assumer pour garantir la sécurité », écrit Claudel-André Lubaya. « Nos 12 compatriotes seraient toujours en vie si l'Etat avait mieux combattu les ADF qui endeuillent Beni depuis 2014 », estime le mouvement citoyen LUCHA. Denis Mukwege, invite la Nation entière à se lever pour exiger le retour de la sécurité dans les provinces en conflit et mettre fin à la culture de l'impunité, qui alimente la répétition des atrocités contre les populations civiles.

Ituri : près de 50 écoles fermées à la suite de l'insécurité à Djugu et Mahagi. Des boutiques et une structure sanitaire ont été pillées et saccagées par la Codeco, le 15 janvier au village Afoyorwot, du territoire de Mahagi. 45 écoles sont fermées depuis le mois de décembre dernier dans les différentes localités qui ont été la cible des attaques des groupes armés dans les territoires de Djugu et Mahagi (Ituri). Plus 60 000 personnes de Mahagi ont fui depuis décembre, les affrontements entre les milices Codeco et Zaïre dans les chefferies des Anyals, d'Alur Djuganda et de Walendu Watsi. Elles sont allées s'installer dans des zones sécurisées. Par conséquent, environ 32 écoles dans ces entités sont fermées, affirment la société civile de Mahagi. Ces déplacés et leurs enfants ne peuvent pas rentrer dans leurs milieux, qui sont occupés par la milice Codeco. Dans le territoire de Djugu, au moins 15 écoles sont fermées après les attaques des combattants de la Codeco. Ces derniers ont fait incursion la semaine dernière dans une dizaine de villages, dont Drodoro, Blukwa, Largu, Nyamamba, Datule.

Nord-Kivu : des vivres se détériorent à la suite de la fermeture de la route Goma-Rutshuru-Lubero. Cette situation est due à la fermeture de la route Goma-Rutshuru, fin octobre, après l'occupation par le M23, de

plusieurs villages du territoire de Rutshuru par où passe d'ordinaire la RN4, d'intérêt national. Le long détour par le territoire de Masisi, sur une route en mauvais état, fait que certains produits arrivent à Goma déjà détériorés. D'autre part, le prix des produits vivriers ainsi que le coût du transport des vivres en provenance du sud de Lubero vers Goma, a connu une hausse très sensible. Le sac de manioc, de 50 USD avant la guerre, se vend aujourd'hui à 80 USD.

Ituri : la société civile condamne le meurtre du médecin directeur de l'hôpital d'Aungba. « Le meurtre du médecin directeur de l'hôpital d'Aungba constitue une grave violation des droits de l'homme qui doit interpeller le gouvernement quant à sa responsabilité de protéger la population », a déclaré le coordonnateur de la société civile de l'Ituri. Le docteur Ponet Ujuiga Towaso a été tué par des hommes armés dans la nuit du 13 au 14 janvier.

Beni : le parlement des jeunes prêche « le modèle de vie » de Laurent-Désiré Kabila et Patrice Lumumba, afin de relever les défis politiques que connaît le pays. Pour le coordonnateur de cette structure « Le Congo attend de nous les enfants, des jeunes dévoués qui connaissent leur pays, leurs atouts, leurs forces. A chaque fois que nous commémorons le Mzee Laurent Kabila et Emery Patrice Lumumba, nous devons prendre conscience : voici ce qu'ils ont fait de bien, voici ce qu'ils ont fait de mal. Ainsi nous pouvons relever les défis ». **Justin Haguma : « Laurent-Désiré Kabila et Patrice-Emery Lumumba sont pour nous un patrimoine ».** Nos héros nationaux sont pour nous un patrimoine. Leur existence constitue pour tout un peuple un engrais qui peut faire germer aujourd'hui des réalisations héroïques. Pour cela, il faut arriver à construire un patriotisme sur le fondement des idéologies nationalistes de Laurent-Désiré Kabila et Patrice-Emery Lumumba », a déclaré le dimanche 15 janvier, le professeur Justin Haguma, docteur en histoire. La RDC commémore en effet ce lundi 16 et le 17 janvier l'assassinat des héros nationaux Laurent-Désiré Kabila et Patrice-Emery Lumumba. Rendre hommages à ces héros permet d'imprimer dans la mémoire collective congolaise l'image d'un Congo fort et victorieux, à la lumière des exploits de ceux qui sont honorés. Mais ce travail d'éducation ne peut produire des résultats que si les jeunes d'aujourd'hui voient dans leurs aînés et héros le besoin de leurs ressembler ». **Eric Kamba : « Les assassinats de Lumumba et Kabila ont comme dénominateur commun l'indépendance du Congo ».** Le président de l'ONG Congo action pour la diplomatie agissante (CADA), a fait savoir que ces deux personnages élevés au rang de héros nationaux, ont lutté pour l'indépendance du pays. Il a cependant regretté que plus de 60 ans après son indépendance, la RDC soit victime de la guerre que lui impose le Rwanda avec le soutien de certaines puissances. Il a salué le gouvernement congolais qui a, à travers sa diplomatie agissante, amené le Conseil de sécurité de l'ONU à se rendre compte de l'agression rwandaise.

Kananga : ANSER annonce la construction d'une centrale hydroélectrique sur les chutes de Mbombo. Ce projet est estimé à près de 35 millions USD. Ces fonds sont déjà disponibles à la suite des études de faisabilité menées sur le site, a indiqué le coordonnateur pool Grand Kasai de l'Agence nationale de l'électrification et des Services Energétiques en milieu rural et périurbain (ANSER). Le représentant de la société chinoise, qui a visité les chutes Mbombo a rassuré ANSER de l'expertise disponible pour construire une centrale hydroélectrique sur le site. Celle-ci, devra être en mesure de produire 12 mégawatts du courant électrique.

Nord-Kivu : le M23 se retire de plusieurs localités de Rutshuru. Ces rebelles se désengagent des zones telles que Nyamilima, Buramba et Kisharo. « Ce sont des colonnes d'hommes munis de leurs munitions et des colis sur la tête, qui sont observées dans la cité de Kiwanja et Rutshuru-Centre. Ils prennent, les uns, la direction Sud de Rutshuru, d'autres se dirigent vers Kahunga sur l'axe nord Kiwanja-Kanyabayonga ». Les habitants parlent « de mouvements de distraction pour tromper l'opinion étant donné que la date de l'ultimatum a expiré le 15 janvier ».

Uvira : un enfant tué après une pluie diluvienne. Sur l'avenue Shishi au quartier Kakungwe, les eaux de pluies ont charrié de grosses pierres qui ont cassé une maison. Trois membres d'une même famille, dont un enfant de quatre ans, ont été pris au piège. L'enfant est décédé sur le champ, les deux autres personnes ; le père et une jeune fille, blessés, ont été admis à l'hôpital général de référence d'Uvira. **La RN5 affectée.** Un trou béat, créé par les eaux des pluies sur la chaussée principale, a empêché le trafic au niveau du pont Kakungwe.

Félix Tshisekedi participe au forum économique de Davos en Suisse, dont l'ouverture est prévue ce lundi 16 janvier. Félix Tshisekedi est accompagné des ministres des Finances, de l'Environnement et des Mines. L'édition 2023 est organisée sous le thème de la "Coopération dans un monde fragmenté", ayant pour toile de fond un enjeu majeur aujourd'hui, à savoir: la transition énergétique. L'une des préoccupations majeures du monde actuellement est la transition énergétique dans un horizon à court terme. Une action qui dépend de la disponibilité des ressources minérales dites stratégiques et des infrastructures appropriées. La RDC a le coltan, le lithium, le cobalt, minerais incontournables pour la transition énergétique à l'échelle mondiale. Et le pays

souhaite concrétiser son projet de construction d'une usine de batteries pour voitures électriques. Plus de 600 patrons d'entreprises seront présents.

Bandundu : des requérants de carte d'électeur dénoncent le monnayage des opérations d'enrôlement.

Selon eux, une somme allant de 1000 à 2000 FC ou plus leur est demandée afin de se faire enrôler rapidement et, cela en défaveur de la multitude en file indienne. Pour sa part, le responsable de la Ceni/Kwilu demande aux victimes d'apporter les preuves, pour que les auteurs de cette pratique soient sanctionnés.

Ituri : le bilan des tueries de Nyamamba et Mbogi passe de 13 à 31 personnes exécutées. Les corps de ces habitants ont été inhumés le 15 janvier par un groupe de jeunes, après le déploiement des militaires Fardc dans la zone. Une présence de l'armée qui a permis à de nombreux autres civils qui avaient fui en brousse après cette attaque, de sortir de leur cachette. D'autres personnes blessées sont toujours à l'hôpital où elles sont soignées.

Delly Sesanga : « La situation du pays va très mal ». Delly Sesanga, président national du parti politique ENVOL, est dans la province du Maniema pour lancer sa campagne dénommée "la refondation du Congo". « Je viens avec un message d'espoir parce que la situation du pays va très mal et nous avons lancé une campagne à l'échelle du pays sur le thème de la refondation nationale pour redresser notre pays. Au cours de cette année électorale, il faudra un projet qui fédère les Congolais sur les aspects de la sécurité nationale et l'indépendance nationale, sur l'emploi des jeunes et la croissance économique, l'intégration physique de notre territoire ». Il lutte aussi, pour une nouvelle manière de production et distribution des richesses et la consolidation de l'unité nationale qui est menacée par « un communautarisme nourri par un pouvoir qui a perdu le sens de l'histoire de ce pays ».

Mardi 17 janvier.

António Guterres condamne fermement l'attaque meurtrière perpétrée à Kasindi. Selon les rapports préliminaires, au moins 14 civils ont été tués et 73 autres blessés lorsqu'un engin explosif a explosé pendant le service religieux du dimanche. « La Monusco assure l'évacuation médicale des blessés, en coordination avec les autorités congolaises. Le Secrétaire général exprime ses plus sincères condoléances aux familles endeuillées, au peuple et au gouvernement de la RDC, et souhaite un prompt rétablissement aux blessés », renseigne la déclaration

Selon le même document, le Secrétaire général de l'ONU souligne « la nécessité d'établir les responsabilités pour les auteurs de cette attaque ». **Le Pape François exprime sa compassion aux familles éprouvées.** « Le Saint-Père confie les défunts et les blessés à la miséricorde de Dieu. Il implore le Christ, Seigneur de la vie, afin que les personnes affligées trouvent consolation et confiance en Dieu, invoquant sur elles le don de la paix », a écrit le secrétaire d'Etat du Vatican. Le pape François exprime cette compassion à deux semaines de son arrivée à Kinshasa (RDC). **Attentat de Kasindi : Nouvel Elan exige d'une enquête pour déterminer les responsabilités,** des uns et des autres dans ce énième drame survenu à Kasindi et réitère son souhait de mettre fin à la présence des armées étrangères et de l'Etat de siège. Le parti Nouvel Elan, cher à l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito a en outre présenté ses condoléances à l'église CEPAC et aux familles des victimes de cet attentat à la bombe. **Le Qatar condamne l'attentat de Kasindi.** Le ministère des Affaires étrangères réaffirme la position de l'Etat du Qatar, rejetant la violence et le terrorisme, quels qu'en soient les raisons, indique le communiqué. L'Etat du Qatar exprime ses condoléances aux familles des victimes ainsi que ses vœux de prompt rétablissement aux blessés de cet attentat. La RDC et le Qatar ont renforcé leur coopération dans plusieurs secteurs, notamment minier.

Kalemie : l'Union sacrée recommande au gouvernement d'équiper la police pour endiguer l'insécurité. Le coordonnateur de cette plate-forme politique, indique que la recrudescence de l'insécurité dans la ville de Kalemie est consécutive au manque des moyens des forces de sécurité. « L'absence de l'autorité de l'Etat dans cette province, nous amène à constater, l'insécurité à outrance, ce que nous appelons 'la mauvaise gestion sécuritaire'. Nous constatons que, c'est le général et le ministre de l'Intérieur qui ne font pas leur travail ».

Présidentielle 2023 : le PDG de Modeste Mutinga se range derrière Félix Tshisekedi. Il s'agit de l'une des recommandations du congrès du Parti des démocrates pour la bonne gouvernance, (PDG) qui s'est clôturé le lundi à Kinshasa. L'annonce a été faite par la Vice-présidente du parti, Marie-Kyet Mutinga.

Goma : 12 écoles publiques menacées des poursuites judiciaires pour insolvabilité. L'entrée en vigueur de la gratuité, a occasionné le déficit des frais de fonctionnement provenant des parents et ces écoles se trouvent dans des difficultés de rembourser ces prêts. Les responsables des écoles concernées parlent d'un véritable problème. Ils sont menacés des poursuites judiciaires par ces IMF et banques. Les comités de gestion, en accord avec les

comités des parents, avaient décidé de contracter des crédits dans des institutions financières pour financer la construction des écoles afin d'améliorer les conditions d'études des écoliers. Le député provincial Jean-Paul Lumbu Lumbu a promis de s'investir dans le dossier : « En tant qu'élus du peuple, il est de mon devoir d'alerter le gouvernement afin de trouver une solution idoine à ce problème. Sans quoi, nous allons avoir des écoles qui vont être saisies ; et nous allons perdre beaucoup d'écoles ».

Kinshasa : l'ASBL Never Limit Children sensibilise sur la prise en charge des enfants autistes. L'ASBL Ne jamais limiter les enfants, pense que le temps est venu de passer à la prise en charge effective des enfants souffrant de l'autisme. À cet effet, elle a organisé deux journées portes ouvertes. L'organisation de ces journées vise aussi à soutenir différents projets visant le développement de l'autonomie, l'intégration et la socialisation des personnes autistes et offrir à ces dernières et à leurs familles un soutien moral. Pour la présidente de l'ASBL « On ne peut jamais prendre en charge un enfant autiste sans pour autant associer les parents, qui doivent fournir suffisamment d'informations, parce que la prise en charge de l'autisme est multidisciplinaire ».

Trois sociétés sélectionnées pour exploiter 3 blocs gaziers du Lac-Kivu. Bloc Makelele : Symbion Power & Red. Bloc Lwandjofu : Alfajiri Energy Corporation. Bloc Idjwi : Winds Exploration and Production, LLC. La RDC deviendra ainsi productrice de gaz d'ici 2024, selon le ministre des Hydrocarbures. L'apport du secteur des hydrocarbures au budget de l'Etat, estimé à 6%, pourrait atteindre 40% dès l'exploitation effective de ces 30 blocs.

Afrique Centrale : l'UNSAC déplore la résurgence « préoccupante » du M23 en RDC. Les participants à la 54^{ème} session ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), qui s'est clôturé le 16 janvier à Brazzaville, ont adopté une déclaration sur la situation en RDC, où « la résurgence du M23 est très préoccupante ». D'où, selon le Chef du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), « l'impérieuse nécessité d'unir [les] efforts pour préserver la paix, la sécurité et la stabilité des Etats d'Afrique centrale ». L'UNSAC a adopté une autre déclaration sur la question cruciale d'encourager des actions en vue de l'endossement politique et la validation, par les instances compétentes de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), du projet de stratégie régionale de prévention et de lutte contre les discours de haine en Afrique centrale.

Lubumbashi : un véhicule tombe dans la rivière Katuba et fait 2 morts. L'accident s'est passé sur l'avenue Upemba, tronçon compris entre la paroisse catholique sainte Bernadette et l'avenue Salongo. La rivière a débordé jusque sur la chaussée et le chauffeur de la voiture de marque Probox a eu du mal à bien ajuster les pneus et s'est retrouvé dans la rivière. Le chauffeur a été secouru mais d'autres passagers sont restés coincés dans le véhicule.

Les autorités avaient amorcé le curage de cette rivière et les travaux entrepris n'étaient pas achevés au grand dam de la population de ce quartier, qui assiste à des drames à chaque saison de pluie.

Enrôlement des électeurs : la société civile du Kongo-Central dénonce la précampagne électorale. Cette attitude des acteurs politiques désoriente la population, qui devrait être sensibilisée sur les avantages de se faire enrôler. Si certains acteurs politiques, demandent, après leur enrôlement, le soutien de la population pour eux-mêmes ainsi que pour leurs candidats à la présidence de la République aux élections à venir, d'autres par contre proposent des présents à la population en échange avec des voix le jour du vote. La société civile du Kongo-Central appelle les acteurs politiques à la retenue et surtout ceux qui seront candidats aux échéances électorales.

Tanganyika : une manifestation des jeunes contre l'insécurité dispersée par la police à Kalemie. Ils manifestaient pour dénoncer la recrudescence de la criminalité dans la ville de Kalemie (Tanganyika). Des dizaines des manifestants se sont réunis ce mardi à la place Kisebwe. La police les a dissuadés car, selon elle, la manifestation n'avait pas été autorisée. Mais les jeunes se sont obstinés. La police a alors usé des gaz lacrymogènes pour les disperser et elle a arrêté le président du mouvement citoyen « Parlement Debout sans tabou ».

Kasaï-Central : arrivée des matériaux de construction de la route Kalama Mbuji. Une dizaine de Wagonnets contenant le premier lot de matériaux de construction de la route Kananga-Kalamba Mbuji est arrivé le 16 janvier à Kananga (Kasaï-Central). Ces équipements très attendus arrivent plus de trois mois après le lancement des travaux. Longue de plus de 200 km, cette route relie la RDC à l'Angola.

Mai-Ndombe : les institutions judiciaires ne fonctionnent pas depuis plus de 6 mois. Le bâtonnier du barreau du Mai-Ndombe indique que les juges se sont découragés après que les agresseurs du procureur général n'ont pas été réprimés. Il explique que la toiture du parquet général est emportée, depuis quelques mois, par la pluie sans être réfectionnée. Cette institution judiciaire devenue inhabitable. Le parquet de grande instance est

fermé faute de juges alors que le tribunal de paix du Mai-Ndombe ne sait pas organiser d'audiences avec un seul juge.

Kisangani : messe d'action de grâce en mémoire de Lumumba. Dans son homélie, l'abbé a loué les qualités morales du disparu : « Tous les Congolais devraient imiter son courage, sa sagesse, son amour envers le pays ». L'année étant électorale, le curé de la cathédrale a invité les électeurs à exercer un vote utile au moment opportun pour la prospérité du pays. Pour sa part, la gouverneure de la Tshopo, a exhorté ses administrés à s'approprier la philosophie politique de Lumumba afin de s'affranchir de tous les maux qui empêchent le pays de retrouver la paix. De nombreux acteurs politiques et membres des partis politiques ont assisté à cette messe d'action de grâce.

Mbuji-Mayi : plus de 5000 militants du parti Congo Espoir sensibilisés sur l'enrôlement des électeurs. Le président fédéral du parti Congo Espoir, a démontré le bien-fondé de l'enrôlement : « Nous, parti Congo Espoir, nous sommes résolus de jouer notre partition. Que nous puissions nous lever afin de sensibiliser massivement la population, non seulement les militants cadres du Congo Espoir, mais toute la population. Donc nous voulons sensibiliser la population à se faire enrôler massivement. Nous devons nous aimer », a-t-il déclaré.

Ituri : 16 morts à la suite des attaques de la Codeco en trois jours à Djupalang'u, territoire de Mahagi. Selon des sources locales, les victimes tuées par arme blanche ont été attaquées pendant qu'elles étaient dans les champs à la quête des vivres. Presque toute la population de cette localité a fui vers les villages voisins : Terutoro, Ngote et Zengo pour leur sécurité, indique des sources concordantes.

Mercredi 18 janvier.

Le maire de Goma interdit la marche contre le déploiement des militaires sud-soudanais, et de la Force de la Communauté d'Afrique de l'Est « EAC ». Il rappelle à la population que toutes manifestations publiques durant la période de l'état de siège ne sont pas autorisées. Les contrevenants se heurteront à la force de la loi.

Nord-Kivu : pas de combats entre Fardc et M23 depuis 4 jours à Rutshuru. L'accalmie est observée notamment dans les groupements Tongo et Bishusha, dans la chefferie de Bwito et sur l'axe Kiwanja-Nyamilima, dans le groupement de Binza. Pendant ce temps, le M23 ne s'est pas encore désengagé des zones occupées tel que recommandé par le sommet de Luanda (Angola), du 23 novembre dernier. Ce mouvement rebelle avait jusqu'au 15 janvier pour se retirer totalement de toutes les positions occupées et revenir sur ses anciennes positions initiales dans la région de Sabinyo et Chanzu.

Kindu : le forum pour la paix au Maniema reprogrammé du 14 au 15 février 2023. Mgr François Abeli invite les fils et filles du Maniema à prendre part à ce forum « l'invitation est donc lancée à toutes les filles et fils du Maniema de venir à Kindu pour cette grande messe ». L'évêque de Kindu rassure que, ce forum ne parlera pas des questions politiques et ne sera pas un cadre pour le règlement des comptes, mais « qu'il s'agit d'une assemblée citoyenne et ce qui nous préoccupe c'est d'arriver si possible à toucher les cœurs des fils et filles du Maniema afin de promouvoir l'unité, la cohésion et le développement de cette province ».

Bunia : activités paralysées à la suite de la ville morte décrétée par la société civile. Cette situation fait suite à l'appel de trois journées de ville morte décrétées par la coordination provinciale de la société civile/Forces vives pour manifester le ras-le-bol de la population face à la recrudescence des atrocités des groupes armés, alors que la province est sous état de siège depuis plus d'une année. Son coordonnateur, précise qu'environ cent personnes sont mortes en l'espace d'une semaine dans les territoires de Djugu et Mahagi et Irumu. Cette décision d'arrêter toutes les activités est suivie et appuyée par certaines associations culturelles et la Fédération des entreprises du Congo (FEC), dont presque tous les membres ont observé ce mot d'ordre.

Mbandaka : les pêcheurs dotés d'intrants par le gouvernement central. Cette dotation a pour but d'augmenter la production halieutique à travers le « projet de la pêche industrielle aux larges de Mbandaka ». Outre les filets et hameçons, il est composé également des moteurs hors-bords pour la mobilité des pêcheurs, ainsi que des congélateurs destinés à la conservation des poissons. Il s'agit de la concrétisation de l'une des promesses faites par le chef de l'Etat lors de la tenue de la 9^e session de conférence des gouverneurs, tenue à Mbandaka le 22 décembre.

Sama Lukonde appelle les Congolais à honorer la mémoire de Patrice Emery Lumumba. Le Premier ministre Jean-Michel a salué, le 17 janvier, le sens du combat mené par le Premier, premier, ministre de la RDC, Patrice Emery Lumumba, et qui a contribué à sortir la RDC de la colonisation. Il a appelé les Congolais à honorer la mémoire de Lumumba, à l'occasion du 62^{ème} anniversaire de son assassinat. « Les nations doivent se

souvenir de grands hommes qui ont marqué leur histoire. Nous avons été ici au mois de juin, l'année dernière, pour consacrer ce nouveau mausolée où désormais il repose à jamais. Aujourd'hui, c'est encore une occasion pour nous de le commémorer et de l'honorer avec sa famille et la population congolaise ».

Attentat de Kasindi : la Monusco réitère son appui à la prise en charge des blessés évacués vers Beni. Le chef de bureau intérimaire de la Monusco/Beni, a visité, mardi 17 janvier, les blessés de l'attentat à la bombe dans une église pentecôtiste de la commune de Kasindi, située à la frontière avec l'Ouganda, admis à l'hôpital général de référence de Beni. « Nous avons proposé et mis à la disposition des autorités nos infrastructures sanitaires pour accueillir les blessés au cas où le besoin ou la capacité de l'hôpital de référence seraient dépassés ». Parmi les 24 blessés certains ont des lésions complexes et d'autres ont perdu leurs jambes. Les cas graves seront transférés à Goma pour des soins appropriés. Lundi soir, un enfant de 14 ans parmi ces blessés a succombé à ses blessures.

Maniema : le gouverneur initie les jeunes aux valeurs patriotiques incarnées par les héros Kabila et Lumumba. Il a rappelé aux jeunes les valeurs qu'ils incarnaient de l'amour de la patrie et de développement du pays et il les a invités à cultiver l'esprit patriotique qu'avaient ces deux héros nationaux « car sans solidarité et sans esprit patriotique, je pense, le Maniema va continuer à demeurer dans le sous-développement »

Kisangani : MSF/Suisse prend en charge 40 enfants souffrant de la rougeole. Deux pavillons pédiatriques sont aménagés à l'hôpital général de référence de Kisangani. Ils hébergent environ quarante enfants atteints de la rougeole. L'épidémie de rougeole sévit actuellement dans la zone de sante de la Tshopo. Elle bénéficie de l'appui de Médecins sans frontière/Suisse. Ce qui permet la prise en charge globale des enfants admis dans cette formation médicale à la grande satisfaction de leurs mères.

Goma : l'Eglise méthodiste unie distribue des vivres et produits non alimentaires à 2 500 ménages de déplacés de guerre. Au moins 2 500 ménages de déplacés de guerre, en provenance de plusieurs groupements du territoire de Rutshuru, de Nyiragongo, de Kitshanga et autres Bunagana, ont reçu le 15 et 16 janvier à Goma (Nord-Kivu) des vivres et de produits non alimentaires. Ce don est une initiative de la 81^{ème} Communauté des méthodistes unie, du diocèse Congo Est, qui comprend la grande province Orientale, le grand Equateur, l'ancien Kivu-Maniema et la République centrafricaine (RCA). Chaque ménage a reçu un sac de riz, un sac de farine de maïs, un bidon vide, un petit bassin, de l'huile végétale, des savons de lessive et de toilette, ainsi que les mousses hygiéniques pour les femmes ainsi que des dentifrices et autres brosses à dents.

Forum de Davos : Félix Tshisekedi indexe la responsabilité du Rwanda dans l'instabilité de l'Est de la RDC. Le chef de l'Etat congolais s'est exprimé mardi 17 janvier lors d'un panel au deuxième jour du forum économique mondial de Davos en Suisse. « Le problème que nous avons est un grand défi, parce qu'on ne peut pas investir à la fois dans le développement du pays et dans des ressources pour augmenter les capacités de l'armée et pouvoir assez se défendre. Si nous avons tous la même philosophie, la même vision, celle d'aller vers nos voisins - nous en avons 9 - et de leur proposer des projets de développement qui vont faire du bien à nos économies respectives, et à nos populations.... mais c'est à cause de certains voisins aux vellétés belligérantes que cela est malheureusement impossible à réaliser. Le problème de l'insécurité dans les Grands lacs s'appelle le Rwanda ».

Jeudi 19 janvier.

Kinshasa prend acte du refus du M23 d'exécuter les recommandations de Luanda. Le ministre des Affaires étrangères, a rappelé que ce mouvement rebelle devrait quitter ses positions au plus tard le 15 janvier conformément à la programmation de la force de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). Ce retrait, selon lui, devrait permettre le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans ces zones et le retour des populations congolaises à leurs milieux d'origine. Certaines sources renseignent en effet que ces rebelles se sont retirés de la chefferie de Bwisha et ont renforcé leurs positions dans deux groupements de la chefferie de Bwito : Bishusha et Tongo notamment. Le gouvernement congolais a également pris acte du "non-respect de Kigali de ses engagements pris au mini-sommet de Luanda". Il a ainsi demandé à la communauté internationale de prendre des sanctions à l'encontre de Kigali, qui continue de soutenir le M23 et d'agresser la RDC. **Nord-Kivu : le M23 renforce ses positions sur l'axe Tongo-Rwinda, alerte une autorité administrative.** Le chef administratif de Bambo, dans le groupement Tongo, a expliqué que ces rebelles se renforcent, depuis vendredi dernier, sur les axes Tongo, Mulimbi, Kishishe, Bwiza, Mabenga-Rwinda et sur la colline de Nyundo, à Kibumba. Il a demandé au gouvernement d'être prudent pour parer à une éventuelle attaque du M23 dans cette partie du Nord-Kivu. Une accalmie précaire est observée, sur toutes les lignes de front dans le territoire de Rutshuru.

Nord-Kivu : arrivée de nouveaux ménages dans le site des déplacés de Kanyaruchinya. « Nous avons encore accueilli 800 ménages de déplacés qui sont dépourvus de tout. Egalement d'autres en provenance de Kishishe, Rugari et Tongo qui ont fui les abus commis par le M23, qui continuent d'incendier les maisons des habitants. Nous avons aussi accueilli 300 ménages, et 180 autres qui sont dans le site de Nyakabanda. Nous les avons tous logés à l'EP Mboga. Certains sont dans un nouveau site Méthodiste 3. Tandis que d'autres sont à Nyakabanda. Ils sont dépourvus de tout. Voilà pourquoi nous lançons ce cri d'alarme, afin de voir comment leur venir en aide ».

Insécurité à Kalemie : la gouverneure appelle les jeunes à s'enrôler dans la police pour « combler l'effectif insuffisant ». Dans son message à la population, la gouverneure du Tanganyika reconnaît que la ville de Kalemie est secouée par le banditisme. Mais, elle rassure la population qu'elle va se battre pour endiguer l'insécurité à Kalemie. D'après elle, l'effectif de la police est insuffisant et il doit être renforcé pour bien assurer la sécurité dans la ville de Kalemie. Elle promet, par la même occasion, de doter la police des véhicules et des motos pour faciliter leur mobilité. Elle a, par la même occasion, appelé ses administrés à « vivre dans l'unité ».

Monnayage de l'enrôlement des électeurs : la CENI attend des preuves pour sanctionner. Tout requérant de la carte d'électeur dans la ville de Kinshasa à qui on exige de l'argent pour obtenir sa carte est appelé à le dénoncer avec preuve, pour que le centre d'inscription incriminé subisse des sanctions, a déclaré la secrétaire exécutive provinciale de la Ceni à Kinshasa. Elle réagit ainsi aux multiples accusations d'acteurs de la société civile sur le monnayage de cette opération d'identification et d'enrôlement des électeurs en cours dans la première aire opérationnelle. Elle rappelle que cette opération est gratuite et tout le monde est censé respecter cet ordre. **Enrôlement des électeurs : la fin de l'opération confirmée pour ce 23 janvier dans l'Ouest du pays.** Le directeur des opérations à la Ceni, a précisé que les retards enregistrés dans certains centres d'identification, seront récupérés au cas par cas pour que chacun puisse totaliser 30 jours. Si au 23 janvier courant, un centre d'inscription totalise 30 jours sans avoir fermé, la Ceni entend prendre des dispositions pour satisfaire les retardataires. **Ensemble pour la République exige les élections dans le délai constitutionnel.** Ce parti de Moïse Katumbi a lancé une mise en garde contre le président de la Ceni qui, selon lui, veut délibérément saborder le respect du processus électoral au regard de l'opacité du processus d'enrôlement. Met en outre en garde le gouvernement à qui incombe l'obligation constitutionnelle de respecter le délai des élections à venir.

Attentat de Kasindi : les élus du Nord-Kivu demandent au gouvernement de renforcer les mesures sécuritaires aux frontières, pour barrer la route aux terroristes qui sèment la désolation dans la population. Le récent attentat perpétré par le mouvement terroriste ADF à Kasindi, dans le territoire de Beni et le refus du désengagement du M23 des positions occupées, ont été les principales questions abordées au cours de cette audience, rapporte La Primature. Ces élus ont recommandé de renforcer la sécurité aux frontières, notamment mettre des contrôles avec des outils métalliques pour s'assurer que « tous ces mouvements ADF avec ses bombes artisanales ne puissent plus attaquer les populations pour causer des morts inutiles. Nous espérons en tout cas que dans les semaines à venir, nos forces de sécurité vont se déployer dans les zones d'influence pour s'assurer que d'autres attentats n'aient pas lieu ». Concernant le refus du désengagement du M23, le gouvernement indique qu'il est plus que déterminé à mettre fin à l'activisme de ce mouvement terroriste sur le territoire congolais. **La Monusco évacue 6 blessés graves de Beni à Goma,** par hélicoptères de Beni à Goma. Bien que stable, leur état de santé nécessitait cependant une meilleure prise en charge ailleurs. Le médecin chef de staff de l'hôpital général de Beni, affirmait mardi que son établissement continuait à recevoir d'autres blessés qui étaient pris en charge dans des structures sanitaires de Kasindi. Ce qui déborde la capacité d'accueil de cet établissement hospitalier. L'évacuation vers Goma de ces six blessés ce mercredi par la Monusco est une des réponses à cette « saturation » de cet hôpital. Déjà le dimanche soir, quelques heures après cet attentat qui a fait 15 morts et plus de 75 blessés, la Monusco avait dépêché à Kasindi une ambulance médicalisée et une équipe technique de son service anti-Mines (UNMAS). Le lendemain, deux autres ambulances de la Monusco se sont rendues à Kasindi pour ramener à Beni les blessés dont l'état de santé nécessitait une évacuation. **La société civile de Beni appelle la population à dénoncer les cas suspects,** et à identifier les habitants dans leurs entités respectives. De son côté, le porte-parole des opérations conjointes des armées congolaise et ougandaise, annonce le renforcement des dispositifs sécuritaires à Kasindi-Lubirihia pour sécuriser la population.

Nord-Kivu : grève des enseignants dans les écoles publiques de Beni. Le secrétaire permanent du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO)/section de Beni, énumère les revendications des enseignants : « A Mbwela le gouvernement a signé avec nous, une feuille de route avec certaines activités qui devraient être faites dans les quatre premiers mois de la rentrée. Parmi les promesses on devrait d'abord payer à chaque enseignant de l'école primaire 20. 000 FC en appui sur la prime de la gratuité. Chose qui n'a pas été faite. On devait majorer le salaire des enseignants du primaire et du secondaire à la hauteur de 30.000 FC. Ça avoisinait 66 mille FC (33 USD). Mais jusque-là le gouvernement n'a payé que 30 000 FC. Donc les 39 000 FC restent encore en souffrance ».

Kinshasa : les agents du parc agro industriel de Bukanga-Lonzo réclament plus de 15 mois d'arriérés de salaire. Selon leur représentant « cela fait plus de quinze mois que nous ne sommes toujours pas payés. Pour rappel, nous avons eu des accords avec toutes les coordinations, ancienne et actuelle, que chaque fois, après la vente du maïs en graine ou en farine, que la paye devrait intervenir. Mais fort dommage, rien de tout cela n'a été fait ». Il dénonce par ce fait la mauvaise foi des dirigeants qui n'ont pas voulu respecter cet ordre du ministre. Ces dirigeants seraient même à la base de la vente des engins agricoles et de plus de cinquante conteneurs logés sur le site de Bukanga-Lonzo à Maluku, soutient-il encore

Nord-Ubangi : sortie officielle de l'ADCN, un nouveau parti membre de l'Union sacrée. Agir pour le Développement du Congo Nouveau (ADCN) se veut un parti des masses. Il appartient à l'Union sacrée pour la nation. Selon ses responsables, son projet de société vise notamment la lutte contre la misère et la réponse aux nombreux problèmes auxquels est confronté actuellement le peuple congolais. Il estime que ce parti vient proposer une solution au rétablissement de l'unité, le bien-être socio-économique et la dignité du peuple congolais.

Visite du pape François à Kinshasa : préparatifs des dispositifs sécuritaires pour les fidèles. La coordination diocésaine pour la visite du pape François a tenu une réunion avec les curés des différentes paroisses de l'archidiocèse. Réunion qui a consisté à élaborer les dispositifs de sécurité des fidèles qui assisteront à la rencontre avec le pape, notamment à l'aéroport de N'dolo et au stade des Martyrs. « Les portes seront ouvertes deux heures avant l'événement et deux heures avant l'arrivée du Saint Père ces portes seront fermées au public. Cela veut dire que les dispositions sont prises tels que quand les portes sont fermées personne ne sort et personne n'entre ». La coordination tient à ce que ces dispositifs soient de stricte observance.

Au moins 100 morts dans le naufrage d'un convoi motorisé à Basankusu. L'embarcation se rendait à Lilanga, au Congo-Brazzaville dans la nuit de mardi à mercredi 18 janvier. Le président de la société civile de Basankusu estime que « près de 145 à 150 personnes sont mortes ». La surcharge est la principale cause de ce naufrage.

Bukavu : 5 cas de lynchage enregistrés en 2 semaines. Le président de la société civile locale, interpelle les autorités, les leaders d'opinion, les leaders religieux et les défenseurs des droits humains, afin qu'ils prennent des dispositions pour éradiquer ce phénomène. Il déplore par ailleurs le fait « qu'on est en train de développer dans la jeunesse l'esprit de révolte. Le kamikaze qu'on crée, les gens n'ont plus l'esprit d'humanisme. Pour une petite erreur, il faut se venger, il faut tuer, ce qui est à la base de traumatisme chez les enfants ».

Ituri : 7 déplacés tués au site de Savo lors d'une nouvelle attaque de la milice Codeco. Les miliciens de la Codeco, se sont introduits vers 2 h du matin au site de Savo, qui héberge environ 30 000 déplacés. Ils ont découpé à la machette sept personnes, affirment des sources de sécurité. Ils ont également saccagé plus de cinquante maisons et presque tous les déplacés ont fui la nuit pour s'installer au centre commercial de Bule à environ 3 km. Les Fardc, qui étaient en sous-effectif à Savo et à Gali, n'ont pas réussi à déjouer cette attaque. Les casques bleus de la Monusco basés à Bayo à environ 5 km sont arrivés après le drame. L'intervention des casques bleus qui étaient en patrouilles dans la zone a permis de limiter les dégâts au site de Savo.

Ituri : une faction de la milice Zaïre adhère au processus de Nairobi. Les délégués de ce mouvement armé, dénommée « Mouvement d'auto-défense populaire de l'Ituri (MAPI) affirment qu'ils sont engagés sur le chemin de dialogue pour la recherche de la paix en Ituri. Ce groupe accepte d'adhérer aux pourparlers de Nairobi et au programme de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire (PDDR-C). Le porte-parole des Fardc en Ituri précise que des pourparlers se poursuivent pour convaincre toutes les factions de la milice zaïre, très actives dans les territoires d'Irumu, de Djugu et de Mahagi, à adhérer au processus de paix en cours.

Manifestation anti-EAC : le gouvernement appelle la population de Goma au calme. « Il faut éviter de faire le jeu de l'ennemi, en évitant des infiltrations qu'il peut y avoir dans ce genre de manifestations », a averti le porte-parole du gouvernement. A cette occasion, le gouvernement a réitéré son appel au soutien aux Fardc, engagées dans la défense du territoire national pour que la paix revienne sur toute l'étendue du pays.

Bukavu : environ 54 décès dus à plus de 240 accidents de route en 2022, dans la ville de Bukavu (Sud Kivu). Pour la police de circulation routière, 122 cas d'accidents ont été dus à l'excès de vitesse, 36 autres à l'ivresse au volant, 10 aux pannes techniques liées au système de freinage et 10 au mauvais état des routes.

Lualaba : la société civile appelle à la tenue de l'élection d'un nouveau gouverneur, neuf jours après la démission de Richard Muyej de son poste du gouverneur du Lualaba. Elle estime qu'il est temps pour le gouvernement central de mettre fin à la longue gestion provisoire du Lualaba et à faire application de l'article 160 de la loi électorale. Cette organisation citoyenne a également encouragé le gouvernement central à encadrer la gestion du Lualaba par la gouverneure intérimaire, selon les principes d'un gouvernement réputé démissionnaire.

Vendredi 20 janvier.

Naufrage de Basankusu : le député Elodji sollicite une mission urgente de l'Etat, en faveur des éventuels rescapés du naufrage survenu sur la rivière Lulonga. Le ministre provincial de l'Intérieur de l'Equateur, dit avoir dépêché l'administrateur du territoire de Basankusu sur le lieu de ce naufrage. Il attend de lui des informations sûres, quant à l'effectif de victimes et les causes de cet accident.

49 corps de civils découverts dans deux fosses communes en Ituri. Quarante-deux corps, dont 12 femmes et six enfants, ont été retrouvés enterrés dans le village de Nyamamba, dans la province d'Ituri. « Et une autre fosse contenant les corps de sept hommes dans le village de Mbogi, à environ 30 km de Bunia, dans la province de l'Ituri », a déclaré la Monusco qui condamne fermement ces « tueries barbares et lâches attribuées à la Codeco ». **195 civils tués et 84 enlèvements dans des attaques attribuées au Codeco et à la milice Zaïre.** Secouée par des conflits intercommunautaires, la région aurifère d'Ituri a renoué avec les violences depuis fin 2017 et l'avènement de la milice Codeco. Ce groupe armé est l'une des dizaines de milices opérant dans l'est du Congo. Ses rangs sont principalement constitués de la communauté agricole ethnique Lendu, qui mène régulièrement des attaques contre les éleveurs Hema dans la province d'Ituri. De plus, les récentes attaques ont augmenté le nombre de déplacés qui s'élève désormais à plus de 1,5 million dans la province de l'Ituri, mais ont réduit aussi l'accès des humanitaires.

A Beni, la Monusco, les autorités territoriales et la société civile veulent écrire une nouvelle page de leurs relations. La Monusco a redit sa disponibilité à appuyer les autorités et la société civile dans leurs efforts pour le retour de la paix dans le territoire de Beni. Seulement, à cause de ce sentiment anti-Monusco entretenu par la désinformation et la manipulation de certaines couches de la population, la Monusco a regretté d'être limitée dans ses capacités à mettre totalement en application son mandat. Lequel mandat vient par ailleurs d'être renouvelé pour une année supplémentaire par le Conseil de sécurité de l'ONU, avec l'approbation du Gouvernement congolais. D'où l'appel du chef de bureau intérimaire de la Monusco à Beni, à l'autorité territoriale, à prendre ses responsabilités afin de permettre à la Mission onusienne de travailler sans entraves. Pour administrateur du territoire de Beni, la Monusco reste un partenaire incontournable du gouvernement congolais, « libre de circuler partout » à travers sa juridiction. Il s'est enfin engagé à sensibiliser les jeunes à renouveler leur collaboration avec la Monusco, un partenaire gouvernemental. Du côté de la société civile du territoire de Beni, on se dit aussi prêt à une reprise de collaboration avec la Monusco. Tout en regrettant « les manipulations politiciennes » qui ont conduit aux violences anti-Monusco l'année dernière et à la méfiance de la population locale, à cause entre autres de la détérioration de la situation sécuritaire dans l'est de la RDC. Elle annonce la consultation prochaine de la population afin de définir de nouvelles modalités de collaboration avec la Monusco.

Fosses communes en Ituri : la justice militaire ouvre un dossier judiciaire contre le chef de la milice Codeco, connu sous le surnom de Loup de la montagne et ses éléments actifs dans la province de l'Ituri pour crime contre humanité par meurtre. Cette décision a été prise après la découverte de trois fosses communes dans le village de Nyamamba à 18 km de Tchomia à l'Est de Bunia. 24 personnes ont été tuées et enterrées lors de l'attaque des combattants de la Codeco le 13 janvier dernier dans cette entité. Cette attaque avait causé le déplacement des centaines de familles vers la localité lacustre de Nyamusasi, proche de Tchomia.

Nyirangongo : environ 2500 familles de déplacés vivent sans assistance au site de Buvira, depuis trois mois. « On n'en peut plus. Je pense que nous n'allons plus rester longtemps ici car le premier ennemi c'est la famine. Que le gouvernement nous ramène chez nous. Je préfère mourir chez moi que souffrir de la sorte... ». Ils enterrent des enfants et des femmes enceintes qui meurent de faim.

La FEC propose l'établissement d'un régime juridique légal des aviseurs fiscaux. De manière concrète, précise cette organisation patronale, il s'agit de créer un impôt sur le revenu global des personnes physiques, et d'abandonner ainsi le système d'imposition par cédule qui ne permet pas de classer, de manière claire, les revenus exceptionnels comme les rémunérations des aviseurs fiscaux. Cette structure est également d'avis que

cette démarche donnera la pleine expression au principe constitutionnel d'égalité de tous devant les charges publiques. Cela va inciter à plus de civisme fiscal et à l'institution de la déclaration fiscale annuelle obligatoire.

Nord-Kivu : la milice Nyatura affirme avoir délogé le M23 de Mudugudu. Cela après d'intenses combats à l'arme lourde, tout l'après-midi de jeudi dernier, entre cette milice et cette rébellion. Selon des sources locales, les rebelles du M23 se seraient retirés de leurs positions de Tongo et se dirigeraient vers Bwiza où ils renforcent leurs positions. Un responsable administratif locale a exprimé sa crainte sur la situation sécuritaire dans cette contrée.

Sama Lukonde sensibilise la population kinoise contre les constructions anarchiques. Le Premier ministre l'a fait lors de sa visite d'inspection aux différents travaux des infrastructures routières dans la capitale. « Cette sensibilisation est à faire à la population pour qu'elle ne puisse pas construire sur les zones non aedificandi ».

Bandundu : prise des fonctions de nouvelles autorités de la petite territoriale. Il s'agit du maire de cette ville ainsi que de trois de ses bourgmestres. La population de Bandundu dit attendre beaucoup de ces nouvelles autorités dont l'éclairage public, l'assainissement urbain, la réhabilitation de la voirie et la réduction de l'insécurité due au phénomène Kuluna.

Enrôlement des électeurs : le CDCE encourage la CENI à prolonger la date de clôture. Le Cadre de concertation de la société civile pour l'observation des élections (CDCE) a lancé cet appel à quelques jours de la date butoir du 23 janvier fixée par la centrale électorale. Dans son rapport à mi-parcours, le CDCE salue la présence régulière des contrôleurs techniques dans les centres d'inscription des électeurs. Ce qui a contribué, à l'amélioration sensible de la prise des photos et le blocage des machines qui plantaient. Cependant, le CDCE recommande au gouvernement de former des magistrats électoraux qui seront à mesure de régler les contentieux électoraux, en toute indépendance et de manière impartiale et juste. Il propose également aux autorités judiciaires de sanctionner les personnes impliquées dans le monnayage pour l'obtention rapide de la carte d'électeur dans plusieurs centres notamment à Kinshasa et à Kikwit.

Samedi 21 janvier.

Burundi-Rwanda-Ouganda-RDC : la société civile appelle à une gestion harmonisée des ressources trans-frontalières. Parmi les ressources naturelles à protéger, il y a entre autres les lacs (Tanganyika et Kivu) et les parcs. A l'issue de ces réflexions qui vont durer deux jours, des actions pour la sauvegarde des ressources naturelles dans la région seront identifiées. Ces réflexions sont menées dans le cadre de la Coalition des organisations de la société civile pour un plaidoyer en faveur des ressources naturelles de la région des Grands lacs.

Équateur : la surcharge à l'origine du naufrage sur la rivière Lulonga, qui a coûté la vie à plus cent passagers le 17 janvier sur la rivière Lulonga à Basankusu, ont témoigné plusieurs rescapés, arrivés au chef-Lieu du territoire.

« Nous étions environ 200 personnes à bord. Mais la surcharge est intervenue lorsque le commandant, le fils de l'armateur, a embarqué d'abord deux pasteurs à Baenga. Puis vers 21h à Bokakata, à 44 km de Basankusu, un commerçant a chargé près de 90 bidons d'huile de palme. Ce qui a alourdi d'avantage le convoi, du reste en mauvais état ». Plusieurs corps se trouvent encore sous les eaux, d'après les témoignages. Appelés à la rescousse, les habitants de Likwelo ont plutôt volé les marchandises au lieu de sauver les personnes en détresse. Au chef-lieu du territoire, les rescapés sont dépourvus de tout. L'administrateur du territoire, dépourvue de moyens, cherche plutôt à placer les non originaires dans des familles d'accueil et aux bons soins des églises. Pendant ce temps, des recherches se poursuivent en vue de retrouver les corps, mais aussi d'éventuels survivants du naufrage.

Kinshasa : 500 tonnes de farine des maïs de Kanyama Kasese mis à la disposition des agents et fonctionnaires de l'Etat. Cette vente se fait notamment chaque mois dans les camps militaires. L'objectif poursuivi, consiste à installer un dépôt permanent à la Fonction publique. Le prix d'un sac de 25 kilos est fixé à 18 000 FC (9 USD), à la grande satisfaction de la secrétaire générale à la Fonction publique. Cette quantité ne constituait que le premier lot mis à la disposition des fonctionnaires.

Beni : la Monusco remet un lot de médicaments pour la prise en charge des victimes de l'attentat de Kasindi. Ce lot de médicaments est essentiellement composé des attelles orthopédiques, de médicaments pour le traitement et le pansement des plaies, des antibiotiques, sérums, antalgiques injectables et d'autres produits essentiels. « Ça arrive à point nommé. Nous sommes satisfaits de cette donation en intrants, qui pourront nous

permettre de bien mener notre prise en charge » a fait savoir le médecin chef de staff de l'hôpital général de Beni,

Sud-Kivu : accalmie dans les hauts plateaux d'Uvira après affrontements entre Fardc et Twirwaneho, depuis le dimanche 15 janvier. Ces combats ont fait quatre morts : trois du côté de l'armée, parmi lesquels un officier, ainsi qu'un mort du côté des Twirwaneho. Les habitants ayant fui ces combats ont commencé à regagner timidement le 20 janvier, les villages de Mugeti, Nyakirango et Irangi, les sources de la société civile de Bijombo. Dans le secteur voisin d'Itombwe, précisément à Mikenge, une vive tension est observée depuis le 20 janvier entre les déplacés internes et la population locale. Ces dernières soupçonnent les autres d'héberger des combattants Twirwaneho dans leur camp à Mikenge, lesquels vont attaquer les Fardc dans le groupement Bijombo. Les miliciens Maï-Maï considèrent donc les déplacés internes de Mikenge comme étant des complices des Twirwaneho.

Maniema : des cas suspects de Monkey Pox signalés à Punia. « Ce que nous pouvons demander à la population, quand il y a un cas suspect qui apparaît dans la communauté, est d'amener d'abord ce cas au centre de santé et le personnel soignant prendra des dispositions par rapport à ce cas-là ». A chaque fois que quelqu'un présente des apparitions de boutons au niveau de la peau, du visage, des paumes des mains il faut se précipiter au centre de santé ».

Tshopo : au moins 4 personnes tuées par des bandits en une semaine à Kisangani. Les deux derniers cas en date remontent dans la nuit de jeudi 19 janvier. Deux personnes ont été tuées par balles aux blocs Motumbe dans la commune Makiso et à Matete, dans la commune Mangobo entre 21 et 22 heures alors qu'ils exerçaient leurs activités. La première vendait dans sa boutique et le second était un changeur de monnaie. Dans la nuit de jeudi, un journaliste a échappé de justesse à la mort après avoir été copieusement molesté. La société civile appelle à l'intervention des autorités compétentes pour faire face à cette insécurité.

Plus de 100 morts enregistrés depuis début janvier 2023 en Ituri. L'Union des associations culturelles et pour le développement de l'Ituri (UNADI), qui regroupe les 21 ethnies de l'Ituri, se dit très préoccupée par la détérioration de la situation sécuritaire dans leur province, caractérisée par des tueries des civils par des groupes armés. Son président dénonce ce « silence coupable » du gouvernement central face à cette situation désastreuse. Il interpelle les autorités de Kinshasa de prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin aux violences. La situation sécuritaire, dans la province de l'Ituri, a été évoquée au Conseil des ministres du 20 janvier à Kinshasa.

Les centres d'enrôlement des électeurs toujours pas ouverts dans certaines parties du Kwango, qui fait partie de la première aire opérationnelle. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni/Kwango, qui reconnaît cette situation, a indiqué que le déploiement du personnel et du matériel a été effectué le 18 janvier, dans tous les centres d'inscription de la province. « La Ceni respectera le délai de 30 jours, prévu pour les enrôlements. On va compter la date du début de l'opération à partir du déploiement ». Il se dit néanmoins satisfait du succès que connaît cette opération dans certaines zones et appelle la population.

Lubumbashi : l'ASBL Justicia dénonce la répression de la marche d'Ensemble pour la République. Ce document indique que cette marche a été réprimée bien que, l'itinéraire et le mobile de cette manifestation étaient clairement définis dans une lettre adressée au maire de Lubumbashi. Plusieurs personnes ont été interpellées lors de cette manifestation, avant d'être relâchées et d'autres ont été blessées et sont prises en charge dans une structure hospitalière de la place. En outre, Justicia ASBL déplore le saccage de la permanence du siège du parti politique AVC par des inconnus. Tous les auteurs de ces actes n'ont jamais été inquiétés. L'ASBL Justicia recommande à la justice militaire d'ouvrir les enquêtes pour que soit traduit en justice tout élément de la PNC, qui se serait rendu coupable de la répression des manifestants.

Nord-Kivu : accalmie sur les lignes de front à Rutshuru et Masisi. Les derniers affrontements ont opposé momentanément le 20 janvier, le M23 aux milices locales à Mudugudu et Shonyi dans le Bwito. Les rebelles du M23 sont concentrés à Kisharo et Katwiguru, alors que plusieurs agglomérations sur cet axe sont occupées par des Maï- Maï. C'est notamment Murambi, Buramba, Nyamilima, Ishasha et Nyakakoma.

Ituri : l'armée libère 26 personnes enlevées par des ADF à Samaliko, sur l'axe Mambasa-Koma, dans la province de l'Ituri. Selon l'organisation de défense des droits humains Convention pour la défense des droits de l'homme (CRDH), ce kidnapping a eu lieu le 20 janvier lors d'une incursion de ces rebelles au moment où les victimes étaient dans leurs champs. Armés des fusils et autres armes blanches, ces terroristes ont menacé tous ces civils avant de les emmener dans la brousse. Le coordonnateur de l'ONG CRDH dans le territoire de Mambasa, avait demandé à l'armée d'organiser une opération en vue de libérer ces otages.

Mukwege demande aux autorités de faire la lumière sur les fosses communes de Djugu, d'établir les responsabilités et de traduire les auteurs en justice. « Nous exhortons également les Nations Unies à renforcer significativement l'équipe d'experts médico-légaux mandatée par le Conseil des Droits de l'homme pour contribuer à exhumer les fosses communes les plus récentes mais aussi celles liées aux crimes du passé commis dans l'Est du pays ». Il appelle, en outre, l'Etat congolais à inviter officiellement la Commission internationale sur les personnes disparues, basée à Sarajevo, à effectuer une mission en RDC pour bénéficier de son assistance technique et soutenir la mise en place d'un bureau congolais d'expertise médico-légale.

La Cour des comptes va bientôt organiser ses premières audiences pour juger les fautes de gestion. Selon le premier président de cette Cour, son institution dispose de tous les moyens de sa politique pour mener à bien ses missions. En clair, elle a pour mission d'effectuer, de manière indépendante, un contrôle externe à posteriori des finances de l'Etat et de ses démembrements ainsi que des organismes, entreprises publiques et autres entités bénéficiant du concours financier de l'Etat. Elle porte un jugement sur la régularité des états financiers et des comptes des comptables publics selon une approche contradictoires et conformément à des normes généralement reconnues. La Cour des comptes contribue par ses missions de vérification et de contrôle de conformité à l'amélioration de la gouvernance financière et au respect des principes de reddition des comptes. Sans le pouvoir d'arrêter, ni d'écrouer le coupable présumé d'une faute de gestion, la Cour inflige des amendes à l'incriminé et prononce la confiscation du double de son salaire annuel brut.

Dimanche 22 janvier.

Kalemie : la ferme pénitentiaire améliore la prise en charge alimentaire des détenus de la prison centrale. Cette ferme pénitentiaire de 3 hectares, est dans une phase expérimentale. Une dizaine de détenus de la prison centrale de Kalemie y cultivent le maïs, le haricot, le manioc, l'arachide, le soja. Si la sécurité est assurée à la ferme et s'il y a un appui du gouvernement, les activités vont s'agrandir et des dizaines d'hectares seront exploitées.

Il y aura aussi l'élevage des chèvres et autres bétails. Ce projet bénéficie du soutien financier de la Monusco.

Naufrage de Basankusu : le commissaire fluvial Mboyo rejette des cas de morts. Il a apporté ces précisions dans un entretien accordé à Radio Okapi. « Avec un convoi de deux pirogues, c'est impossible d'embarquer plus de 150 personnes. On doit éviter de faire le traumatisme. Je vous confirme qu'il n'y a pas eu les cas de morts d'hommes ». Entre-temps, le gouvernement provincial de l'Equateur a dépêché une délégation composée des humanitaires et des délégués de la Croix-Rouge sur le lieu du drame, qui a pour mission d'obtenir des données réelles de cet accident, de repêcher les corps pour un enterrement digne et d'apporter une assistance aux rescapés. Selon la société civile, au moins 100 passagers avaient trouvé la mort dans le naufrage.

Nord-Kivu : lancement de la campagne de vaccination contre le choléra. « Chers compatriotes, habitant les zones de santé de Nyirangongo, Karisimbi et la communauté des déplacés internes. La campagne cible les communautés de déplacés internes et les familles d'accueil. A cet effet, pour pouvoir enrayer efficacement l'épidémie, il est crucial de renforcer les mesures de prévention de choléra dont la vaccination est l'un des éléments essentiels », a souligné le gouverneur-militaire du Nord-Kivu. L'épidémie de choléra a été déclarée dans les sites des déplacés basés à Nyirangongo depuis le 14 décembre dernier.

Insécurité en Ituri : le CALCC appelle à la levée de l'état de siège. Selon le Conseil de l'Apostolat des laïcs catholiques du Congo (CALCC) la mesure de l'état de siège avait suscité beaucoup d'espairs chez les Ituriens c'est-à-dire la fin des drames qui les endeuillent depuis 2017. Mais il s'étonne que depuis l'instauration de cette gouvernance particulière, le sang continue de couler et l'insécurité persiste. Cette structure dénonce des tueries des civils, la destruction des infrastructures socio-économiques et le déplacement massif de la population. Elle fustige les bavures militaires accusés d'avoir érigé plusieurs barrières illégales de tracasseries à l'instar des miliciens et a invité les groupes armés à arrêter les tueries et à remettre toutes les armes sans condition.

Université de Liège: 13 Congolais obtiennent leurs diplômes de master en sciences de gestion. Le directeur de l'Ecole de gestion de l'Université de Liège, Wilfried Niessen, a exhorté les lauréats à mettre au service du pays les savoirs acquis : « Ils ont fait choix d'un diplôme exigeant. Il n'y a pas que les diplômes. Il y a le fait qu'ils deviennent les ambassadeurs des valeurs de l'Université de Liège. Je pense qu'ils pourront recruter ou faire recruter de plus en plus des étudiants ici à Kinshasa et surtout utiliser leur savoir au service de Kinshasa et du Congo ». Ce programme de master est le fruit d'un partenariat entre l'Université protestante au Congo et l'Université de Liège.

Kasai-Oriental : les nouveaux cadres de la territoriale formés sur la gestion publique. Au cours de cette formation, plusieurs professeurs d'université, spécialistes en administration territoriale, en gestion de proximité et d'autres matières ont été alignés pour renforcer les capacités de nouveaux cadres de la territoriale. « A la législation passée, la province était appelée entité décentralisée. Cette fois-ci elle porte la casquette d'une composante politique et administrative. La loi a apporté des innovations. Il y a les cités qui se sont transformées en villes, d'autres en communes. Le chef de groupement est reconnu comme agent de l'Etat. Le chef de village aussi ».

Le nouveau maire de Kindu exhorte ses collaborateurs au travail. « Nous devrions nous connaître les uns les autres. Nous avons parlé des rapports entre les différents bureaux et la maire et nous avons aussi parlé de l'apport de chaque bureau pour le fonctionnement de la mairie. Et il en ressort que tous les bureaux constituent pour la mairie un appui à la fois technique et financier », a indiqué Augustin Mulamba, le nouveau maire.

Maniema : le gouverneur Afani exhorte les miliciens à mettre fin à leur activisme. Il les a exhorté au lendemain de la circulation, sur les réseaux sociaux, d'images, montrant des miliciens torturer des personnes sans défense, à Salamabila, territoire de Kabambare (Maniema). Par la même occasion, il a plaidé pour l'accélération de la mise en place du programme DDDRCS pour empêcher les miliciens de commettre les mauvais comportements.

Rutshuru : retour au calme après des accrochages entre M23 et FDLR à Kiwanja. Un calme relatif est observé, depuis ce 22 janvier dans la matinée, à Kiwanja, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), après les échanges des tirs entre le M23 et les FDLR. Cet accrochage se serait produit au passage d'un camion de vivres que transportaient les rebelles M23 en provenance de Kazaroho, dans le Bwito. Les FDLR, voulant s'opposer au passage de ce camion rempli des récoltes pillées par le M23 dans les champs des habitants, les deux forces se sont tirées dessus brièvement avant que la situation ne revienne au calme. Toutes les forces en présence conservent leurs positions et aucun retrait des rebelles n'a été signalé sur tous les axes qu'ils occupent.

Lubero : la société civile de Baswagha appelle les miliciens à se retirer de cette chefferie. Dans un memorandum remis à l'administrateur du territoire de Lubero, la société civile dit accorder un ultimatum de 72 h, à dater du 21 janvier, aux miliciens de se retirer des agglomérations qu'ils occupent et de rejoindre le programme de DDRC/S ou l'armée. Selon elle, ces assaillants commettent des violations des droits de l'homme, caractérisées par des tueries, viols, demandes des amendes et pillages systématiques des biens de la population. A ces violations, s'ajoute l'enrôlement de mineurs dans ces groupes armés.

Ituri : plus de 28 000 enfants privés d'école à la suite de l'activisme des miliciens, dans les territoires de Djugu et Mahagi. 80 écoles ont été soit détruites, soit incendiées par les assaillants à la suite des conflits armés dans plusieurs villages. 23 000 personnes ont été obligées de fuir leurs villages, du 1^{er} au 8 janvier courant, à la suite des attaques des miliciens pour se diriger vers Mahagi-Centre et dans le territoire voisin d'Aru. Même situation dans le territoire de Djugu où, des milliers d'écoliers ont fui les récentes attaques du groupe armé Codeco dans le village de Drodoro pour se réfugier au site des personnes déplacées de Roe, dans la chefferie de Bahema-Nord.

Ituri : mesures de sécurité renforcées à l'aéroport de Bunia. Depuis le 21 janvier, l'armée a renforcé son dispositif de sécurité et les militaires placés à l'entrée du site filtrent et fouillent minutieusement toute personne, de même que les véhicules entrant dans l'enceinte aéroportuaire. Bagages, sacs à mains sont inspectés ; la fouille corporelle est de rigueur et l'identité des usagers est scrupuleusement vérifiée avant tout accès au site. Ces mesures ont été instruites par le gouverneur militaire en raison de l'infiltration supposée d'éléments de groupes armés dans la ville. Selon les mêmes sources, ils chercheraient à placer des explosifs à certains endroits tels que des églises ou des hôtels où des menaces du genre ont déjà été identifiées par les services de sécurité.

Lundi 23 janvier.

La CENI prolonge de 25 jours l'enrôlement des électeurs, dans la première aire opérationnelle, qui devrait se clôturer le 23 janvier. Ces opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs avaient démarré le 24 décembre 2022 dans les provinces suivantes : Kongo-Central, Kinshasa, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Equateur, Mongala, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Tshuapa. L'objectif de cette période de récupération, est de permettre à toute la population en droit de voter d'être en possession de la nouvelle carte d'électeur. Ce report était réclamé par la société civile et les missions d'observation électorale.

Qatar : rencontre Tshisekedi-Kagame à Doha annulée. La rencontre était prévue ce lundi 23 janvier. Le président de la RDC a tout simplement refusé de se rendre à Doha. La tension persiste entre les deux pays voisins. Kinshasa accuse Kigali de saper le processus de paix de Luanda en continuant de soutenir les rebelles du M23.

Ituri : 8 700 déplacés sans assistance humanitaire à Tatsi. Ces personnes déplacées vivent dans des conditions déplorables. Ils manquent de nourriture, de médicament, l'eau potable et ne peuvent plus accéder à leurs champs; la région étant toujours sous la menace des éléments de la milice Zaïre. Ces déplacés avaient fui, entre le 10 décembre 2022 et le 11 janvier 2023, de violences commises par la milice Zaïre dans au moins dix villages. Parmi les autres conséquences de cette insécurité dans cette entité, les écoles ne fonctionnent plus ; enseignants et élèves sont en fuite, conclut la société civile de Tatsi.

Nord-Kivu : l'aide du gouvernement n'arrive plus aux milliers de déplacés de Rutshuru, vivant dans plusieurs sites, dans le territoire de Nyiragongo, à plus de 10 km de Goma. Dans le site de Buvira, qui héberge près de 2 500 familles, la dernière assistance du gouvernement remonte à octobre 2022 ; alors que plusieurs autres ménages continuent d'arriver, fuyant les atrocités dans la région de Rutshuru.

Haut-Katanga : SOS sur la dégradation des routes de desserte agricole à Kambove. Les habitants du village Mwadingusha et ses environs n'arrivent plus à évacuer convenablement leurs produits vivriers; étant donné que le tronçon compris entre Mwadingusha et Likasi est détérioré en grande partie. Plusieurs véhicules s'y embourbent. La même situation s'observe sur l'axe Likasi-Kilela Balanda et vers d'autres chefs-lieux des groupements.

Kwango : hausse de prix des produits manufacturés à la suite de la dégradation de la Route nationale 16. Le Cadre de concertation de la société civile du Kwango fait état de la rareté de plusieurs produits manufacturés, notamment l'essence, dans la cité de Kasongo-Lunda, chef-lieu du territoire, dans la province du Kwango. Du coup, les prix de ces produits ont augmenté, fait remarquer la même source. Ce sont les conséquences économiques de la coupure en deux, depuis plus de quinze jours, de la RN16, dans son tronçon compris entre Kasongo-Lunda et Popokabaka, juste à l'entrée de Kasongo-Lunda. Cette route relie cette cité à la ville de Kinshasa, en passant par Kikwit et Kenge. L'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation pose aussi problème.

Ituri : 6 rebelles ADF tués par l'armée à Samaliko, dans la chefferie de Babila Babombi, territoire de Mambasa. L'armée a lancé l'offensive contre les ADF et a permis la libération de vingt-six personnes qui étaient retenues en captivité depuis plusieurs jours, affirme le porte-parole des Fardc en Ituri. Il ajoute que les Fardc ont également tués, dans la nuit de 21 au 22 janvier, quatre miliciens de Codeco lors de leur incursion dans le village de Kalicha à 2 km de Bule dans le territoire de Djugu.

Beni : au moins 23 morts dans une attaque des ADF à Makungwe, une localité de la chefferie de Bashu, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Il s'agit d'un bilan encore provisoire, selon la notabilité locale. Trois autres personnes ont disparu et cinq maisons incendiées. Des militaires sont en route pour renforcer l'effectif des Fardc dans le groupement Isale-Kasongwere et ainsi sécuriser la population.

Maniema : la députée Gertride Kitembo condamne les actes de tortures des Mai-Mai à Salamabila. L'élue regrette par ailleurs que des actes inhumains et deshumanisants soient commis notamment à l'égard de la fille ou de la femme. Elle demande les autorités compétentes de faire appliquer la loi aux auteurs de ces actes de torture.

Nord-Kivu : des ONG humanitaires locales s'investissent dans l'assainissement des sites des déplacés à Kanyaruchinya, tant dans les sites touchés par l'épidémie de choléra en décembre 2022 que dans ceux qui en ont été épargnés. Cette pratique s'observe à Buvira dans le territoire de Nyiragongo. Ici, s'organisent les activités d'assainissement et de sensibilisation qui impliquent les bénéficiaires. Cet accompagnement est l'œuvre de l'ONG « Action congolaise pour la réhabilitation urbaine et rurale » (ACRUR), partenaire du ministère des Affaires humanitaires. Avec le fonds du gouvernement, cette ONG a mis à la disposition des déplacés une vingtaine de hangars, une centaine des latrines et douches avec un système d'approvisionnement en eau potable. « Au niveau de chaque latrine, nous mettons un dispositif de lavage des mains, dans ce dispositif de lavage nous mettons une concentration de chlore, après ça il y a aussi une forte sensibilisation ».

Prolongation de l'enrôlement : la société civile de Luozi exhorte la Ceni à corriger le dysfonctionnement constaté pendant les opérations. D'après la société civile de Luozi, moins de la moitié de la population de cette entité s'est fait enrôler pendant la période d'un mois prévue initialement par la Ceni. Le nombre assez faible

d'enrôlés se justifie par le démarrage tardif de l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs dans presque tous les secteurs de ce territoire mais également, par des pannes sur plusieurs machines d'enrôlement.

Les élus du Maniema indignés par l'inaction du gouvernement face aux graves violations des droits de l'homme à Kabambare. « La population de Kabambare se sent abandonnée. C'est inacceptable de voir que les rebelles commencent à faire la loi. C'est inacceptable de voir les filles et femmes de Salamabila, au Maniema, être fouettées nues comme à l'époque de l'esclavage. Le gouvernement central et le gouvernement provincial se doivent de prendre de mesures devant garantir la protection et la sécurité des citoyens ». Le ministre des Droits humains rassure quant à l'engagement du gouvernement à y faire respecter les droits de l'homme. Les deux parties ont convenu d'organiser une descente à Kabambare pour renforcer l'autorité de l'état et rassurer la population.

Mardi 24 janvier.

Le message du pape concerne tous les acteurs pour construire « un Congo meilleur, juste et développé » (Nonce apostolique). Selon Mgr Ettore Balestrero, le pape François vient dire aux Congolais de tourner la page et de se réconcilier entre eux. Il demande aux Congolais de ne pas rester concentrés sur le passé, mais de considérer qu'il est possible de mettre en pratique ce que le Souverain pontife leur dira. Le Nonce apostolique exhorte les Congolais à penser au futur et à chercher à construire les uns avec les autres, et pas les uns contre les autres.

Kalemie : des décès liés aux mauvaises conditions de détention à la prison centrale. Construite en 1928 pour une capacité de 250 pensionnaires, cette prison est à ce jour surpeuplée, avec 900 détenus. Une cellule de 9 sur 5 mètres peut accueillir une centaine de détenus ; impossible pour eux de dormir confortablement. Ils dorment à tour de rôle. Dans la cellule, la chaleur est étouffante et les odeurs des toilettes, suffocantes. Ces mauvaises conditions carcérales sont à la base de diverses maladies ; comme la tuberculose. L'infirmerie, manquent de médicaments et matériel médical pour la prise en charge des détenus. Cette situation « condamne les détenus à une mort certaine ».

Kindu : des personnes vivant avec handicap réclament leur participation au processus électoral. « S'agissant de l'enrôlement des électeurs, nous lui avons posé la question quelle était la place de la personne vivant avec handicap et autres personnes vulnérables ? Quelle est la cartographie ? Nous nous sommes basés surtout sur l'accessibilité des personnes vivant avec handicap dans les centres d'identification et d'enrôlement. Nous avons aussi posé le problème des interprètes des sourds. Comment est-ce que les sourds seront accompagnés dans les différents centres, pourquoi pas les aveugles ? Nous avons aussi posé le problème du niveau des agents, est ce que les agents sont outillés ? Parce qu'il y a une fiche qui a pris en compte la donne du handicap à la Ceni. Est-ce que tous les agents de la Ceni sont outillés sur ça ? ». Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni a pris l'engagement de les accompagner dans la sensibilisation sur le processus électoral et surtout pour leur participation active lors de l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs.

Kindu : l'ONG BIDH demande au gouvernement d'asseoir son autorité à Kabambare. Depuis quelques jours, des vidéos circulant sur les réseaux sociaux démontrent des combattants Mai-Mai Malaika en train de torturer sérieusement des civils à Salamabila. Le coordonnateur du bureau des inspecteurs des droits de l'homme du Maniema, condamne ces atrocités et propose au gouvernement d'accélérer le processus de démobilisation et désarmement des groupes armés. **Exactions des Mai-Mai à Salamabila : les femmes leaders du Maniema interpellent Félix Tshisekedi,** face aux multiples exactions qu'elles subissent dans le territoire de Kabambare. Ces femmes demandent que justice soit rendue pour les habitants de Salamabila, où les femmes et jeunes filles sont soumises aux actes de barbarie par les Mai-Mai Malaika. Elles demandent aussi l'accélération de la mise en œuvre du programme DDR-C dans la province du Maniema pour garantir la sécurité, la paix et la dignité de la femme.

La Lucha dresse un bilan négatif des 4 ans du président Tshisekedi. Le mouvement Lutte pour le changement (LUCHA) indique « nous avons remarqué que le président de la République a continué à fournir des promesses et à prendre des engagements vis-à-vis des Congolais disant qu'il va améliorer les conditions de vie. Mais, au bout de quatre ans, on n'a pas vu les conditions de vie des Congolais s'améliorer. Au contraire, on a remarqué que même les actions du Président de la République ou de son gouvernement ne s'alignent pas dans le sens de rencontrer ses engagements et ses promesses. On a vu aussi que, jusqu'en décembre 2022, il n'a pas réduit le train de vie des institutions. Au contraire, on l'a vu donner des gratifications, des rémunérations importantes aux députés, tout simplement parce que le Parlement est devenu une caisse de résonance pour son pouvoir. Et on a remarqué que le président est dans la logique de prendre en otage le processus électoral pour

que celui-ci se maintienne au pouvoir en 2023. On a vu aussi qu'il a pris des choix et des décisions politiques en matière sécurité qui sont à notre avis hasardeux, dans le sens où ces décisions ont aggravé la situation sur le terrain ». Pour ce mouvement citoyen, la corruption, les détournements, le trafic d'influence sont devenus la norme, et des pratiques de la « politique incarnée » par le président de la République et ses collaborateurs.

Kisangani : les victimes des guerres continuent de réclamer leur indemnisation. Il s'agit notamment de la guerre de six jours qui avait opposé les armées ougandaise et rwandaise du 5 au 10 juin 2000. Le gouvernement congolais avait débloqué en septembre 2020, plus d'un million et demi de dollars comme 1^{ère} tranche du montant qui leur est réservé. Après le versement par l'Ouganda de 365 millions de dollars d'amendes infligées par la Cour internationale de justice, les victimes des guerres tiennent à tout prix à obtenir leur part.

Kasaï-Central : un mort et plusieurs blessés lors d'un conflit de terre à Dimbelenge. Un conflit né d'une dispute d'un champ a dégénéré la semaine du 16 au 21 janvier dans le territoire de Dimbelenge (Kasaï-Central), causant la mort d'une personne et de nombreux blessés ainsi que quelques cases brûlées. Ce conflit oppose les habitants des groupements Bakwa Ndaye et Bakwa Kanyinga dans ce territoire. Le ministre provincial de l'Intérieur, parle d'un vieux conflit datant de 2015 et appelle la communauté à privilégier la paix et le vivre ensemble.

Le collectif des femmes de l'Ituri réclame la cessation des hostilités dans la province. Ces femmes déplorent que, malgré la signature des actes d'engagement de cessation des hostilités par les leaders des groupes armés, les violences armées n'ont pas cessé. Ces femmes leaders ont rappelé que les femmes et les jeunes filles continuaient à être sauvagement tuées et abusées par leurs bourreaux. Elles demandent au gouvernement de s'investir à fond dans la recherche de la paix, afin que la population retrouve sa quiétude. Pour sa part, la coordonnatrice de l'Association des Mamans Anti-Bwaki, a interpellé les membres de différentes communautés face à leurs responsabilités. « Nous femmes, nous devons nous impliquer en sensibilisant nos enfants à arrêter avec les violences pour que la paix revienne en Ituri ». Le collectif des femmes de l'Ituri demande aux groupes armés réfractaires au processus de paix de rejoindre la voie du dialogue.

Masisi : reprise des hostilités entre les Fard et M23 près de Kitshanga. Une partie de la population de Kitshanga s'est déplacée en direction de Mwesso, Kitobo et à l'ouest de Kitshanga. Des sources locales signalent toutefois une accalmie dans la cité de Kitshanga. Pendant ce temps, les combats semblent s'intensifier dans la partie Tebero, Kabeza et Tabi. D'après plusieurs sources, les rebelles du M23 chercheraient à couper le trafic sur cet axe de Masisi-Kitshanga mais ces derniers font face à une forte résistance des Fardc et Maï-Maï.

Elections 2023: Firmin Yangambi appelle les fils et filles de la Grande Orientale à postuler à tous les niveaux. Le président de la Dynamique « Changer ce Congo » a encouragé lundi 23 janvier dans une conférence de presse à Kisangani (Tshopo) tous les fils et filles de l'espace Grande Orientale (EGO) à postuler à tous les niveaux, même à la magistrature suprême lors des élections générales de décembre 2023. Et ce, conformément à la résolution du Forum de l'Espace de l'EGO, organisé en décembre 2022 au chef-lieu de la province de la Tshopo. Il s'oppose à l'appel fait à la population de la Grande Orientale de cotiser pour soutenir la candidature d'une personne.

Enrôlement des électeurs : la Ceni se dit prête dans le Haut-Katanga. « Nous avons formé plus de 800 personnes, en commençant par les formateurs des formateurs. Nous avons fini la formation de ceux qui vont travailler dans les centres d'inscription. Le 25, nous donnons coup d'envoi de l'opération d'inscription et d'enrôlement des électeurs au niveau de la province dans 551 centres d'inscription qui sont programmés pour cette opération. Dans la ville de Lubumbashi nous avons 118 centres d'inscription." Concernant le nombre d'électeurs potentiels, le Ceni estime d'une manière générale que 3 010 238 électeurs sont attendus pour cette opération dans la province du Haut-Katanga, soit une augmentation d'à peu près 20 à 22%.

Sud-Kivu: début de la campagne de distribution des médicaments contre la filariose. Le Programme de lutte contre les maladies tropicales négligées a lancé officiellement le 23 janvier la campagne de la distribution de masse des médicaments contre la filariose lymphatique. Celle-ci est une maladie bactérienne consistant à augmenter le volume des membres et des organes génitaux. Plus de 4 millions de personnes à risque dans 16 zones de santé du Sud-Kivu vont recevoir des médicaments. La distribution se fait à titre préventif, est gratuite et se fera de ménage à ménage. L'objectif c'est d'atteindre d'abord 84% de la population. Un kit de soins a été remis aux malades souffrant de cette pathologie, composé d'un bassin, crème, savon, serviette et souliers adaptés pour ces derniers.

Goma : des jeunes exposent leurs talents au « Festival de la paix ». Les élèves et étudiants de plus de cinq établissements et complexes scolaires ciblés de la ville de Goma (Nord-Kivu) ont présenté des slams, et des poésies, les styles et défilé de modes, la musique et les danses ainsi que de la comédie. Cette manifestation culturelle, dénommée « Festival de la paix », vise à lutter contre les discriminations ethniques au Nord-Kivu.

Préparatifs de l'enrôlement au Kasai-Oriental : les policiers appelés à faire preuve de discipline et de bonne moralité. Il a demandé à ses agents d'assurer l'ordre public et d'éviter le monnayage de cette opération. Il a aussi promis de sanctions sévères à l'endroit de ceux qui iront à l'encontre des instructions données par la hiérarchie. L'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs débute le mercredi 25 janvier au Kasai-Oriental.

Un tir d'obus lancé à partir du Rwanda et visant un avion de chasse congolais sème la panique à Goma. Le gouvernement rwandais affirme avoir pris des mesures de défense à l'endroit d'un avion Sukhoi venant de la RDC et qui a violé son espace. Par ailleurs, la situation est restée tendue mardi 24 janvier dans les zones de combat. Ces combats opposent les rebelles du M23 aux Fardc, d'une part et les Mai-Mai aux mêmes M23 d'autre part, dans les territoires de Rutshuru et Masisi. Les affrontements violents ont été rapportés par des sources concordantes toute la journée de ce mardi sur les deux lignes de front. Le porte-parole de l'armée a accusé les rebelles du M23 et leurs alliés, de continuer à violer le cessez-le-feu ainsi que les recommandations issues des processus de paix. **Le gouvernement congolais condamne fermement l'attaque contre l'un de ses avions Sukhoi 25 par l'armée rwandaise.** Le gouvernement congolais dit considérer cette énième attaque du Rwanda comme une action délibérée d'agression qui équivaut à un acte de guerre n'ayant pour objectif que de saboter les efforts en cours dans la mise en œuvre des actions convenues dans le cadre des processus de Luanda et Nairobi pour la restauration de la paix à l'Est de la RDC et dans la région des Grands Lacs.

Lubumbashi : Sama Lukonde appelle la population à s'approprier le processus électoral. Il a lancé cet appel lors d'un meeting tenu à Lubumbashi. S'adressant à la foule à la grande place de la post, il a annoncé qu'il est dans la capitale cuprifère pour donner le coup d'envoi de l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs.

Mercredi 25 janvier.

L'escalade de la violence fait des centaines de morts et des centaines de milliers de déplacés, dans l'est de la RDC, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui s'est dit profondément préoccupée par l'escalade des attaques brutales contre des civils par des groupes armés non étatiques. La conseillère spéciale des Nations unies pour la prévention du génocide, a aussi exprimé sa vive inquiétude, en particulier concernant **la province de l'Ituri.** Plus de 200 civils ont été tués au cours des six dernières semaines en Ituri dans une série d'attaques menées par des groupes armés non étatiques, qui ont également détruit 2.000 maisons et fermé ou démolit 80 écoles. Au moins 52.000 personnes ont fui dans une province qui compte déjà 1,5 million de personnes déplacées. Parmi elles, 35.000 ont trouvé refuge dans la sécurité relative du site de Rhoe, où l'infrastructure d'abris d'urgence, de latrines communes et d'espaces de cuisson partagés croule maintenant sous le poids d'une population de 70.000 personnes, soit près du double de sa capacité prévue. **Une résurgence «dramatique» des affrontements au Nord-Kivu** a commencé en mars 2022 et où 521.000 personnes ont fui pour sauver leur vie face aux bombardements aériens et au recrutement forcé par des groupes armés. Quelque 120.000 personnes se sont déplacées vers la périphérie de la capitale provinciale de Goma, portant leurs effets personnels sur la tête et leurs enfants sur le dos. Malgré l'insécurité et la volatilité de la situation sur le terrain, le HCR et ses partenaires continuent à fournir une aide vitale aux populations déplacées. Pour financer ses opérations en 2023, le HCR demande 233 millions USD pour aider les déplacés internes et plus d'un demi-million de réfugiés en RDC. Plus de 5,6 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de la RDC, dont 2,1 millions de déplacés dans la seule province du Nord-Kivu.

Matata Ponyo demande la démission du gouverneur du Maniema. Le sénateur Augustin Matata Ponyo dénonce le traitement inhumain et dégradant de la population de Salamabila à Kabambare. Il dénonce aussi l'enclavement de la province du Maniema et l'incapacité pour le gouvernement provincial de répondre aux desideratas de la population. Il demande la démission du gouverneur intérimaire du Maniema.

Beni : bilan de l'attaque des ADF à Makungwe s'alourdit. Le bilan est passé de vingt-quatre à vingt-six civils tués. Deux nouveaux corps de civils ont été découverts lundi 23 janvier aux abords de la rivière Semuliki après une fouille menée par les Fardc et des jeunes volontaires de Makungwe. Les Fardc et l'UPDF continuent à poursuivre les ADF dans la vallée de Mwalika, selon des sources locales.

Kwilu : la police présente aux autorités provinciales 27 présumés auteurs de violences à Bagata. Les prévenus ont été arrêtés il y a quelques jours par les policiers de l'escadron des combats implantés dans le territoire de Bagata, précisément dans les secteurs de la Wamba, avant d'être acheminés à Bandundu. « Ces assaillants, après le conflit Teke-Yaka, se sont transformés en bandits, en criminels, qui ont tué plusieurs personnes. Ils ont violé, ils ont incendié plusieurs maisons, ils ont pillé, ils ont mutilé quelques cadavres ».

Beni : des officiers de la PNC et FARDC formés sur le comportement à adopter face à un engin explosif improvisé. Cette formation organisée par la police de la Monusco (UNPOL) en collaboration avec le service de lutte anti-mines des Nations unies (UNMAS) avait pour objectif de renforcer la capacité de ces officiers sur le danger que représentent les engins explosifs improvisés dans la communauté.

Kinshasa : lancement de la première convention progressiste laïque en RDC. « Cette première convention repose sur l'article un de la constitution qui consacre la laïcité en RDC, au côté d'autres valeurs, qui fondent notre nation, comme la question de l'unité du pays, la démocratie, l'indivisibilité, la laïcité. C'est ce que nous sommes en train de vouloir. C'est toute cette question de l'engagement citoyen, au-delà de toutes les considérations religieuses, politiques et autres choses, mais un engagement citoyen des libertés de conscience, de vivre ensemble », a indiqué le président de la Maison de laïcité à Kinshasa et animateur des plusieurs dynamiques de la société civile, Dani Singoma. Pour lui, le monde doit être jugé par la prise de conscience individuelle, afin que chacun s'engage à améliorer les conditions de vie pas seulement pour lui, mais pour les autres. Il recommande à cet effet aux congolais de s'engager dans le processus électoral en étant progressiste pour produire un Congo meilleur. Ces assises des deux jours sont organisées par la Maison de laïcité de Kinshasa et le Centre de ressources et de dynamisation de la société civile (CERDYSOC), des organisations qui se disent progressistes de la société civile.

Kasaï-Central : les Canadiens évaluent le projet exécuté par l'UNFPA et Vision mondiale. Ce projet a deux volets : la santé sexuelle et productive, exécuté par UNFPA ainsi que l'éducation en zones de conflits, réalisé par Vision mondiale. La délégation a visité deux hôpitaux, dont l'un a un centre de réparation des fistules. Après avoir visité à certaines femmes soignées sur place, le responsable des dossiers santé à Affaires Mondiale Canada, a salué le travail qui a été abattu pour aider les femmes fistules à retrouver leur dignité. Ce projet est financé à hauteur de 5 millions USD par le Canada pour trois ans. Il concerne le Kasaï, le Kasaï-Central et le Sankuru.

Kindu : lancement du projet d'anticipation des crises d'inondations. Ce projet est mis en œuvre par le consortium, Association des Femmes pour la Promotion et le Développement Endogène (AFPDE) et le Mouvement International des Droits de l'enfant de la Femme de l'Homme veuf et de leur Promotion sociale (MIDFEHOPS), en faveur de quatre cents ménages à haut risque des inondations dans la ville de Kindu. D'après le chargé de projet au sein de l'AFPDE, les victimes des inondations qui sont concernées par ce projet sont celles qui ont été affectées depuis le mois d'avril jusqu'à novembre 2022. « Nous nous attendons à ce que l'assistance arrive aux vrais sinistrés et surtout que les organisations ciblent les victimes par rapport à leurs vulnérabilités ».

Beni : augmentation du prix du gaz depuis l'occupation de Rutshuru par le M23. Les distributeurs de ce produit dans la région disent rencontrer des difficultés pour se ravitailler à partir de Goma ; la RN2, seule voie permettant de rallier le chef-lieu du Nord-Kivu, étant sous occupation de la rébellion du M23 au niveau de Rutshuru. Depuis le mois d'octobre dernier, une bouteille de 12 kilos de gaz à réchaud qui se vendait à 30 USD se négocie désormais entre 32 et 35 USD. De nombreuses familles ne parviennent plus utiliser leurs réchauds à gaz et font recours à la braise et au bois de chauffe. Mais même le charbon de bois répond à la loi de l'offre et de la demande.

Nord-Kivu : reprise des combats dans la région de Kitshanga et Bwito. Les rebelles du M23 ont tenté de prendre la cité de Kitshanga, une grande agglomération de Masisi, à plus de 80 km de Goma, sans y parvenir. Ils ont rencontré une résistance des Fardc. Mais, ils sont parvenus à occuper la route Kitshanga-Goma, à partir de Rugarama, à 2 km de Kitshanga. Ils sont aussi positionnés à Rushebeshe, à 14 km la route Masisi-Kitshanga. La région de Kitshanga, où se déroulent ces affrontements, est l'une des zones importantes de Masisi. Non seulement Kitshanga fut le quartier général du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) du chef rebelle Laurent Nkunda mais aussi c'est un grand centre des échanges sociaux économique entres plusieurs entités, alors qu'elle relie l'axe Goma-Masisi-Walikale. En plus, la ville de Goma est désormais coupée de la partie Grand Nord, car cette route de Masisi restait la seule voie d'approvisionnement entre Goma-Rutshuru-Butembo et Beni.

Au moins 7 décès enregistrés à la prison centrale de Bandundu en 3 semaines. Plusieurs autres détenus sont très malades. Ces décès sont dus notamment à la malnutrition occasionnée par le surpeuplement dans cet

établissement carcéral et à d'autres pathologies d'ordre hygiénique, comme la diarrhée. La prison de Bandundu ne manque pas de nourriture, mais la quantité reste insuffisante. Parmi les 455 détenus, il y a 125 condamnés, 180 présumés assaillants du dossier de Kwamouth. 5% des prisonniers souffrent de malnutrition aiguë sévère.

L'opération d'identification et d'enrôlement d'électeurs dans la deuxième aire opérationnelle lancée. Selon la Ceni, ce 25 janvier, seuls les centres d'inscription implantés aux chefs-lieux des provinces de la deuxième aire opérationnelle seront ouverts au public. Les centres d'inscription situés dans les territoires le seront opérationnels progressivement trois jours après. Les provinces et les pays concernés sont les suivants : Haut-Katanga, Haut-Lomami, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami, Lualaba, Sankuru, Tanganyika, l'Afrique du Sud, la Belgique et la France, précise la CENI.

Beni : des blessés à la suite d'une explosion au quartier Kalinda. Parmi les blessés, certains seraient dans un état jugé grave. Des sources sécuritaires confirment l'explosion d'un engin sans donner plus de détails.

Publication de l'indice de gouvernance par la fondation Mo Ibrahim : la RDC classée 49e sur 54 pays, avec 32,7 points sur 100 en ce qui est de la gouvernance. Pour la sécurité et état de droit, la RDC s'en sort avec 26,1 points sur cent ; 32 points sur cent pour la participation et inclusion. Pour le fondement des opportunités économiques, la RDC a 32,6 points sur cent. Le score le plus élevé pour la RDC est dans le développement humain: 49 %. Cette publication révèle que la gouvernance africaine a stagné depuis 2019, reflétant une série de perturbations qui compromettent sérieusement plusieurs années de progrès sur le continent. Pour Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation portant le même nom, « si nous ne remédions pas rapidement à cette tendance inquiétante, les années de progrès dont nous avons été témoins pourraient être perdues et l'Afrique ne sera pas en mesure d'atteindre en temps voulu les Objectifs de développement durable ou ceux de l'Agenda 2063».

Dakar : Felix Tshisekedi participe au Sommet sur l'Agriculture et l'agro-alimentaire. Le sommet, intitulé «Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience », est organisé par la Banque africaine de développement, sous la présidence du Sénégal. Pendant trois jours, les chefs d'états et de gouvernement africains mobiliseront leurs ressources gouvernementales, les partenaires au développement et le financement du secteur privé, pour exploiter le potentiel agricole et alimentaire de l'Afrique, transformant ainsi les efforts de plaidoyers en actions concrètes. Plus de 1500 personnes sont attendues, dont une vingtaine de chefs d'État, des ministres chargés de l'Economie et des Finances, des ministres de l'Agriculture et des secteurs connexes, des gouverneurs des banques centrales ainsi que des acteurs du secteur privé, des organisations multilatérales, des organisations non gouvernementales, des universitaires et des scientifiques de premier plan.

Beni : 18 blessés lors de l'explosion d'une bombe artisanale au quartier Kalinda. Les victimes sont prises en charges dans les centres de santé Virunga, Prospérité et à l'hôpital général de Beni. «Quelqu'un est arrivé avec un sachet dans lequel il y avait une bombe dans un bassin. Après l'avoir donné à un personne, la bombe a explosé au lieu même du moulin à farine au marché ». Les experts du service de la lutte anti-mines de la Monusco qui sont vite descendus sur le lieu du drame, ont certifié la nature de cet engin : il s'agit d'une bombe artisanale avec une forte composition d'explosifs de diverses catégories. Les éléments de la police et des Fard qui les ont accompagnés ont quadrillé la zone d'incident afin d'éviter tout accès au site.

Jeudi 26 janvier.

Évaluation du niveau d'exécution des recommandations formulées par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, depuis 5 ans. Selon le président de cette équipe, il y a eu beaucoup d'avancées certes, mais beaucoup reste encore à faire par le gouvernement congolais notamment en matière des poursuites judiciaires. Dans le domaine de la lutte contre l'impunité, il avait été recommandé le renforcement de la capacité des auditeurs militaires du Kasai afin qu'ils puissent enquêter, poursuivre et juger les auteurs, y compris les plus hauts responsables, des nombreux crimes internationaux commis au Kasai depuis 2016. Pour y arriver, il faudra augmenter les ressources humaines et logistiques des auditorats militaires, en s'assurant que les personnes reconnues coupables de crimes de violence sexuelles soient condamnées à des peines appropriées et qu'elles ne soient pas intégrées ou maintenues dans les forces de défense et de sécurité. Concernant le domaine de la justice transitionnelle, il avait été recommandé à la RDC de s'engager dans un processus inclusif de justice transitionnelle visant à établir la vérité, à identifier les causes profondes de la crise et à apporter la préparation aux victimes afin d'assurer la réconciliation, relancer sans tarder les efforts de réconciliation dans le Kasai et mettre en place un mécanisme de justice de transition inclusif et approprié. D'autres recommandations visent notamment à s'assurer que le processus de désarmement en cours s'applique à toutes les milices sans distinction

et s'inscrit dans la dynamique de la réconciliation et du retour effectif des miliciens dans leurs communautés respectives.

Kinshasa : Gentiny Ngobila lance la « démolition des constructions anarchiques » à la baie de Ngaliema, pour faciliter aux maraichères et pêcheurs d'exercer leurs activités. Le gouverneur met en garde les chefs coutumiers qui s'évertuent à vendre les terres dans cet espace. Il précise que les chefs coutumiers n'ont aucun droit de vendre des espaces de terre ici dans la ville de Kinshasa, la ville est un espace extra coutumier et même ailleurs.

Tanganyika : la jeunesse de Kongolo appelle les ONG humanitaires à embaucher la main d'œuvre locale, clause signée dernièrement consistant à privilégier les engagements des autochtones. En outre, le conseil demande la fin de l'organisation des foires agricoles pour les déplacés. Il appelle les ONG comme CRS, à faire du cash aux déplacés au lieu d'organiser des foires agricoles et la distribution des vivres en leur faveur. Pour l'instant aucune réaction n'est enregistrée ni du côté de l'ONG CRS à Kongolo ni du cote de OCHA Tanganyika.

Sud-Kivu : le délabrement des routes à la base de la flambée des prix sur les marchés de Mwenga et Kalehe. Cette situation a été constatée notamment à Kasika, Kalambi, Mwenga-Centre, Kamituga, Kitutu et dans plusieurs autres entités de ce territoire, annonce la société civile locale. La situation est similaire dans le territoire de Kalehe, où la société civile craint déjà une grande famine dans les groupements de Mbinga-Nord et Mbinga-Sud, dans la chefferie de Buhavu. Là aussi, les RN2 et RN3 sont coupées à différents endroits.

Nord-Kivu : Modeste Mutinga lance la vaccination contre le choléra dans les camps des déplacés, de Kanyaruchinya et Karisimbi, situés dans le territoire de Nyragongo. Cette campagne est prévue du 25 au 30 janvier courant. Le ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale a aussi inauguré le nouveau site d'hébergement de Buchagara, qui est équipé pour accueillir 2000 ménages. Il a aussi remis 250 tonnes des vivres et produits non alimentaires à titre d'assistance humanitaire du gouvernement central aux sinistrés et déplacés de guerre cantonnés dans différents sites.

Beni : la Monusco offre des vivres aux femmes et enfants malnutris. Ces vivres étaient accompagnés d'une somme d'argent pour faciliter l'encadrement des femmes dans l'apprentissage de la pâtisserie pour leur auto-prise en charge. Pour Patience Sinamuli, les besoins sont encore énormes pour faire face à la malnutrition. « Le besoin est toujours là, plus la situation sécuritaire n'est pas améliorée, plus la malnutrition s'accroît ».

Beni : la police et UNMAS mènent des enquêtes après l'explosion d'une bombe artisanale. « Selon les explications reçues de la part des victimes, il y a eu un homme qui s'est amené avec un sachet des cossettes de manioc pour les faire moudre. Il a mélangé les cossettes de manioc avec l'explosif. Il a laissé son colis pour aller au marché et a promis de repasser après. Le meunier a pris le colis pour moudre le manioc, directement, il y a eu explosion ». L'engin explosif était constitué de clous et de plusieurs autres pièces en métaux retrouvés sur le lieu de l'incident. **La nouvelle explosion d'une bombe relève du 'terrorisme', selon le député Kiro.** « L'attaque à la bombe artisanale au quartier Macampagne à Beni, intervient 10 jours seulement après une autre ayant fait au moins 16 morts et 70 blessés à Kasindi-Lubiriha. Le quartier Macampagne étant l'un des quartiers populaires de Beni et où les activités commerciales se déroulent jusque tard dans la nuit, cette attaque qui vient d'occasionner 18 blessés montre que la région de Beni fait face au terrorisme ». Il appelle la population à la vigilance accrue.

Naufrage de Basankusu : le bilan officiel s'élève à 72 morts et 67 disparus et 148 rescapés. Ce bilan a été publié mercredi 25 janvier par la mission multisectorielle dépêchée le weekend dernier par les autorités provinciales. Pourtant, le premier bilan de ce drame faisait état de plus de cent morts. « Ce sont des données qu'on appelle 'rumeurs'. Mais, nous, nous avons été sur le terrain ». Concernant le nombre des passagers « ça nous donne autour de 289 personnes embarquées à bord de ce convoi motorisé ». « On doit assister comme il se doit les rescapés. Ils sont en train de vivre des moments difficiles. Il s'agit de leur donner des vivres et autres produits non alimentaires. C'est ce qui se fait même ailleurs ».

Nord-Kivu : des combats Fardc-M23 se poursuivent à Kitshanga, dans la chefferie de Bashali, territoire de Masisi, à plus de 80 km de Goma. Les Fardc maintiennent leur pression militaire sur l'ennemi en vue de le déloger de Nyakabingu, à 7 km de la cité de Kitshanga. Des combats se poursuivent également dans la région de Burungu, vers le sud, en direction du parc des Virunga. Les Fardc et les forces d'autodéfense résistent à une attaque du M23, depuis le mercredi 25 janvier. La population de Kitshanga ayant trouvé refuge à la base de la Monusco depuis trois jours vit dans une situation humanitaire inquiétante. Elle ne parvient pas à sortir pour se trouver à manger à cause de l'intensité des combats, révèlent nos sources. La situation est identique pour les

populations qui sont allées vers Mwesso, Kashuga et au-delà et qui ont tout abandonné pendant leur déplacement. Cependant sur l'axe Kishishe-Bambo, dans la chefferie de Bwito, dans le territoire de Rutshuru, une accalmie relative s'observe ce jeudi dans la matinée après de violents combats toute la journée de mercredi.

Nord-Kivu : le M23 contrôle la cité de Kitshanga. Les rebelles du M23 ont pris, jeudi 26 janvier dans la soirée, le contrôle de la cité de Kitshanga dans la chefferie de Bashali, territoire de Masisi. Selon des sources sur place, la situation sécuritaire est tendue sur les deux lignes de front sur l'axe Masisi-Kitshanga tout comme dans le Bwito, précisément à Kishishe et Bambo. Certains habitants qui étaient encore dans la cité de Kitshanga ont rejoint la base de la Monusco. D'après plusieurs témoignages, une psychose s'observe dans cette agglomération stratégique de Masisi où des armes lourdes et légères crépitent de partout.

Bunia : 7 décès dans le camp des déplacés de Savo, à cause de la famine et de manque de soins médicaux. Les travaux journaliers sont devenus rares pour plus de 34 000 déplacés. L'accès aux champs est impossible, car la région est entourée des miliciens. Cette situation rend la vie difficile à ces personnes qui sont dépourvues de tout. D'autre part, plus de sept mille déplacés du site de Savo passent la nuit devant les boutiques et maisons au centre commercial de Bule. Ils craignent de retourner dans ce site depuis l'attaque d'il y a une semaine, des miliciens de la Codeco qui ont tué sept personnes. Ce qui les expose également aux maladies. Ces déplacés plaident pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans le territoire de Djugu.

Kisangani : la Regideso bénéficie de 3500 USD pour faire tourner ses machines et offrir de l'eau à ses abonnés. Pour faire tourner ses machines, la Regideso est tributaire de la SNEL. Cette dernière étant en difficultés de fonctionnement, des répercussions se font sentir tout de suite au niveau de la Regideso qui ne peut alors fournir de l'eau à ses abonnés. Le directeur provincial de la Regideso à la Tshopo, explique l'importance de cette donation: « En attendant qu'il y ait une solution définitive pour la SNEL, le ministre de la Fonction publique nous a accordé 3 500 USD pour suppléer de temps en temps s'il y a la coupure de la SNEL ».

Kwango : plus de 215 enseignants des écoles publiques « désactivés » du listing de paie. Le porte-parole de ces enseignants, a exigé au gouvernement central de remettre ces enseignants dans leur droit. Il invite par ailleurs les politiques du Kwango à s'impliquer pour que fils et filles du terroir obtiennent gain de cause.

Mbuji-Mayi : suspension de 3 responsables d'écoles pour perception des frais illicites. Le directeur de la province éducationnelle Kasai-Oriental 1, dit les avoir surpris en train de faire payer aux élèves les frais pour l'organisation matérielle des examens de 2^e trimestre. Ce proved juge ces frais d'illégaux car ne sont pas repris dans l'arrêté du gouverneur de province.

Bukavu : plus de 20 femmes vulnérables formées en coupe et couture. Durant 9 mois, ces femmes ont appris les techniques de couture pour devenir des professionnels en habillement. Cette formation rentre dans le cadre du projet « renforcement de l'autonomisation socio-économique et politique des femmes et jeunes filles en situation de vulnérabilité. La responsable pédagogique au sein de l'Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin a plaidé pour des mesures d'accompagnement des autorités pour ces femmes désormais entrepreneures.

Kindu : mise en place d'un site d'informations sur la situation salariale des enseignants par le Service de contrôle et paie des enseignants (SECOPE). « Au niveau de ce fichier, il y a toutes les informations relatives à la paie des enseignants. À partir de son téléphone, il suffit de cliquer www.secoperdc.com », a-t-il souligné. Le directeur provincial de SECOPE Maniema 1 a également fait savoir que 17 enseignants retraités vont bénéficier, au cours de ce mois de janvier, de leurs primes de fin de carrière. Il a en outre demandé aux gestionnaires de procéder au remplacement de tous ces enseignants qui seront couper du fichier paie dès la fin de ce mois.

Vendredi 27 janvier.

L'ONU appelle Kigali et Kinshasa au dialogue pour désamorcer leur tension. Le gouvernement congolais accuse l'armée rwandaise d'avoir attaqué un de ses avions de chasse, alors que le Rwanda reproche aux FARDC d'avoir survolé son espace aérien. L'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands lacs a ainsi exprimé sa profonde préoccupation et dans sa déclaration, il a exhorté les deux parties à faire preuve d'un maximum de retenue. Il a encouragé le Mécanisme conjoint de vérification élargi, la CIRGL et d'autres instruments régionaux d'aider à dissiper tout malentendu.

Butembo : la localité de Muhangi-Mambira occupée par des Mai-Mai FPP/AP. Les hommes de Kabido avaient lancé l'attaque contre un autre groupe Mai-Mai jusque-là non identifié, afin de le déloger de Muhangi-Mambira. Ils y sont parvenus après plusieurs heures d'affrontements, renseignement des sources locales. Plusieurs

habitants et ceux de la localité voisine de Masumo ont abandonné la zone pour d'autres milieux plus sécurisés. Les mêmes sources rapportent un pillage de bétail de la population locale par les miliciens Maï-Maï.

Beni : le comité des élèves sensibilise sur la non-violence dans la résolution des conflits. Cette campagne vise à sensibiliser les élèves aux actions positives dans la revendication de leurs droits et la recherche de la paix. Plus d'une centaine d'élèves de l'Institut Kisungu de Beni ont été sensibilisés à la non-violence, au premier jour de cette campagne. Nixon Muhindo, membre de la coordination du comité des élèves de Beni, pense que la culture de la non-violence doit être le mode de résolution des conflits au sein de la communauté. Il appelle la jeunesse au changement de mentalité. Cette campagne de sensibilisation, qui s'étend sur un mois, cible également des jeunes poètes du centre de lecture et d'animation culturelle de Beni. L'objectif est de leur permettre d'orienter leur plume vers la culture de la non-violence.

Kinshasa : lancement de la campagne de lutte contre la corruption dans les douanes. L'objectif global de cette campagne est de faciliter l'appréhension et la stratégie présidentielle de prévention et de lutte contre la corruption et les antivaleurs. Le directeur de cabinet du Chef de l'Etat, qui a présidé cette cérémonie, a en même temps remis les « Hyperguides », un ensemble des textes juridiques et procéduraux servant de vade-mecum aux agents douaniers pour la mobilisation des recettes. Les Hyperguides vont davantage renforcer les outils de travail dans le secteur.

Kinshasa : le CAFCO dénonce les tortures infligées aux femmes de Salamabila, dans le territoire de Kabambare (Maniema). Des vidéos circulent depuis quelques jours sur les réseaux sociaux dépeignant des scènes de violences physiques commises particulièrement sur les femmes par des miliciens, présentés comme des Maï-Maï Malaïka. A travers cette déclaration, les femmes du Cadre permanent de la femme congolaise (CAFCO) expriment leur solidarité aux victimes de ces atrocités. Elles demandent au chef du gouvernement congolais de se saisir de ce dossier, afin de rétablir la paix et l'autorité de l'Etat, dans cette partie de la province du Maniema.

Bunia : le porte-parole de G5 enlevé par des hommes armés. Le porte-parole de cinq communautés victimes d'atrocités des groupes armés de l'Ituri (G5), Vicky Ngona, a été enlevé la nuit du 26 janvier à son domicile par «des militaires commis à la garde du gouverneur » pour avoir tenu des propos diffamatoires contre l'autorité, renseigne le président de la société civile, qui fustige cette procédure d'illégale. Des recherches sur le lieu de sa détention n'ont rien donné. Il demande, par ailleurs, à la population de garder son calme ; après de tentatives de manifestations observées le jeudi dans la journée, à Bunia. **Poursuite des manifestations contre l'arrestation du porte-parole de G5,** dans les localités d'Iga-Barriere, Lopa et Nizi dans le territoire de Djugu. Des jeunes en colère ont cassé les barrières des services de perception des taxes de l'Etat sur la route. Les maisons de commerce sont toujours fermées et le trafic perturbé sur la RN27 et d'autres axes secondaires. Ces manifestations ont paralysé les activités économiques : les marchés et les boutiques sont fermés pour la deuxième journée consécutive. Cependant à Bunia, les maisons de commerce ont rouvert ce vendredi matin leurs portes. Mais au marché central, les activités ont repris à 70 %.

Nord-Kivu : les déplacements des populations et l'inaccessibilité compliquent les interventions humanitaires (OCHA) « Nous sommes actuellement concentrés à Kanyabayonga et Kayna au niveau du territoire de Lubero. L'endroit est un peu accessible. Nous étions également à Masisi, mais, avec les affrontements récents, beaucoup de mondes ont encore bougé. Les questions de mouvements, les questions d'accès dans certaines zones sont un véritable challenge », a révélé la représentante du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Lubumbashi : Moïse Katumbi appelle la population congolaise à se faire enrôler. Le président du parti Ensemble pour la République s'est enrôlé à Lubumbashi le 26 janvier à Lubumbashi. « Ce qui nous importe pour l'instant ce sont les élections, que les gens viennent se faire enrôler car les élections sont un devoir. Et les jours du vote que personne ne bouge. Que tout le monde reste devant les bureaux de vote jusqu'à l'affichage des résultats».

SOS d'un habitant de Kitshanga: «On a encore de l'espoir que le gouvernement peut venir nous sauver !». Des dizaines des ménages de la cité de Kitshanga, a plus de 80 km de Goma dans le territoire de Masisi, vivent dans des conditions humanitaires difficiles dans et autour de la base de la Monusco. Joint au téléphone, l'un d'eux lance un cri d'alarme. « 90% de la population ont pris la route de Mwesso. D'autres se sont dispersés dans les différents villages du groupement et ailleurs. Cependant, une centaine a trouvé refuge à la base de la Monusco. Les besoins humanitaires sont énormes. Ils ont besoin des vivres. Ceux qui sont-là, n'ont pas de quoi manger. On a encore de l'espoir que le gouvernement peut venir nous sauver! ». **Situation toujours tendue dans la région**

de Kitshanga. Des détonations nourries à l'arme lourde sont entendues depuis ce matin vers le village de Burungu, où les rebelles ont délogé l'armée après trois jours de combats. L'armée tente de réoccuper Burungu pour réorganiser un assaut sur Kitshanga. Dans cette cité, les rebelles du M23 ont mené des patrouilles de ratissages toute la nuit du 26 janvier, aux alentours de la cité ainsi qu'à la base de la Monusco. Après, la chute de la cité de Kitshanga, aux environs de 18 h, les rebelles auraient pris la direction de la cité Mwesso où ils auraient installé leur dernière position à Nondo environ 1 km de Kitshanga. **Nord-Kivu : la ville de Goma désormais coupée du Nord de la province,** notamment des territoires de Rutshuru, Lubero, Beni et de la ville de Butembo. La route Kitsanga-Kirolirwe-Goma, la seule voie qui restait, est désormais occupée depuis le 25 janvier par les rebelles du M23. L'occupation du M23 est intervenue à la suite des combats qui l'ont opposé aux Fardc dans cette région. Du coup, la ville de Goma reste totalement coupée et asphyxiée. Il s'observe déjà une hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés : Goma n'étant plus approvisionnée en haricots, maïs et autres produits cultivés localement. **L'armée affirme s'être retirée de Kitshanga pour protéger la population locale.** « Nous nous sommes tactiquement retirés de la cité de Kitshanga afin d'en tirer ces génocidaires en profondeur et ainsi éviter le pire à nos populations. Cela fait trois jours, que l'armée rwandaise et ses alliés cherchaient à nous imposer une manœuvre en pleine cité de Kitshanga, en procédant à des tirs aveugles aux mortiers 120 et mortiers 82, causant ainsi des morts parmi les populations civiles ». **Le M23 accusé d'actes de pillages dans la cité de Kitshanga.** Selon des sources locales, ces assaillants ont commencé à piller des boutiques situées en plein centre de cette cité. La paroisse catholique Saint-Barthélemy de Kitshanga est pillée systématiquement par ces rebelles. Ils y ont emporté toute la ration alimentaire et tous les biens. L'hôtel Nyarusumba qui servait de quartier général de l'armée est complètement pillé aussi. Le M23 et leurs alliés rwandais ont également cassé des portes de plusieurs maisons de particuliers qu'ils occupent.

Maniema : reprise de trafic sur la rivière Kasuku. Le bac de l'Office des routes a repris ses traversées vers Lomami sur la rivière Kasuku, dans le territoire de Kailo (Maniema). Ce bac était mis de côté, il y a exactement un mois, par le commissaire fluvial pour non-paiement des taxes de traversée. Les usagers ont déploré cette situation. Ils étaient obligés de recourir aux armateurs qui faisaient payer la traversée à 500 FC par personne, alors qu'avec le bac de l'Office des routes, ils ne déboursaient que 200 FC.

Kisangani : lancement de la campagne de préparation des étudiants au service militaire. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire a expliqué que cette formation entend notamment renforcer le patriotisme dans les cœurs et les actes des étudiants. « Ils n'iront pas aux combats, ils vont être formés mais ceux qui auront vocation de faire l'armée vont recevoir des formations pratiques et vont intégrer les Fardc mais pour tous les autres c'est une formation pour nous donner les capacités, à tout moment ils peuvent être appelés par notre nation pour la défense parce qu'ils vont constituer les réservistes... ». De leur côté, les étudiants des universités et instituts supérieurs de la Tshopo apprécient cette initiative du gouvernement congolais.

La Monusco dote l'administration pénitentiaire de 3 véhicules. Ces engins roulants sont constitués d'un minibus de marque Toyota Hiace de 12 places pour le ministère de la Justice (Kinshasa), une Toyota Prado pour la Division provinciale de la justice (Nord-Kivu) et une autre pour la prison centrale de Bukavu (Sud-Kivu).

Mambasa : plus de 30 ex-otages libérés de mains des ADF en une semaine. L'armée a relevé ce défi lors des opérations qu'elle a lancées contre ces rebelles dans la forêt proche de Masiliko, chefferie de Babila Bakwanza. L'un des bastions des ADF a été également détruit par l'armée.

Kinshasa accueille la IX^e édition de la fête du livre, du 4 au 11 février prochain. « Pour cette édition, nous avons mis l'accent sur 4 grands pôles à savoir : pôle littérature, pôle édition, pôle roman et pôle bande dessinée. Chacun de ces pôle a un intérêt particulier et possède des activités dédiées pour la littérature jeunesse ». Il y aura des ateliers dans les écoles mais également une journée des enfants. « Pour le pôle roman, nous avons des ateliers d'écriture, des séances de dédicaces, des tables rondes sur le roman et le livre. Et pour la bande dessinée, il y a des ateliers de création de bandes dessinées, des tables rondes et conférences ».

Basankusu : plus de 40 rescapés du naufrage appellent à l'aide. Ces rescapés ont quitté Likwelo jusqu'à Basankusu à pied après avoir attendu en vain une quelconque assistance ou un moyen des transports. « Nous avons besoin de manger, besoin d'habits, besoin de dormir, besoin de tout ». Parmi les rescapés il y a plusieurs commerçants, étudiants, un inspecteur d'enseignement secondaire et des enfants qui ont perdu leurs parents.

Evariste Boshab quitte Joseph Kabila et rallie Félix Tshisekedi. Le départ du Kabiliste Boshab a suscité beaucoup de réactions sur les réseaux sociaux. Ancien président de l'Assemblée nationale, ce dernier avait été directeur de cabinet et ministre de l'Intérieur de l'ex-président Joseph Kabila. Il avait particulièrement marqué l'opinion nationale pour son combat en faveur du troisième mandat (non autorisé) de Joseph Kabila.

Samedi 28 janvier.

Nord-Kivu : paralysie des activités socio-économiques à Kitshanga, après l'incursion des rebelles du M23. La cité est déserte, en dépit de multiples appels des rebelles aux habitants à regagner leurs domiciles. Les écoles, les marchés, les boutiques, les magasins restent fermés ainsi que les radios communautaires locales. Kitshanga, agglomération d'environ 56 000 âmes, est devenue "une cité fantôme, où il n'y a ni chien, ni poule". Les habitants qui n'ont pas pu quitter la cité de Kitshanga sont coincés dans différents endroits et redoutent les actes de représailles du M23. Les quelques responsables des services publics de Kitshanga seraient recherchés par les rebelles pour les pousser à reprendre les activités comme à l'accoutumée. Ces fonctionnaires plaident pour leur évacuation par la Monusco dans les zones sécurisées, par peur d'être pris pour cible de ces rebelles. **Nord-Kivu : des tirs sporadiques à l'arme lourde entendus près de Kitshanga.** Ces tirs ont été lancés par les rebelles du M23 à partir de la colline de Karton, sur la route principale de Mweso. Les rebelles cherchent à avancer en direction de Mweso, où se sont retirées les FARDC. Les rebelles ont placé deux positions avancées importantes sur les collines autour de la base de la Monusco. **Nord-Kivu : appel à l'aide des personnes vivant avec handicap à Kitshanga**, pour les secourir et les sortir de ce « gouffre ». « Personnes vivant avec handicap se trouvant à Kitshanga, depuis la prise de la cité par les rebelles du M23, nous sommes coincés dans nos maisons, sans assistance. A leur arrivée, les membres de nos familles ont pris la fuite, et nous ont laissés seuls. Nous sommes seuls et la situation devient encore plus difficile. Nous demandons aux organismes d'aide humanitaire de venir nous assister et de nous déplacer de ce milieu, sans sécurité ni vie, dans un endroit où nous serons sécurisés et assistés ». **Félix Tshisekedi rassure : « Toutes les mesures sont prises pour barrer la route aux aventures du Rwanda et du mouvement terroriste M23 ».** Selon le ministre de la Communication et Médias, le Président de la République a informé le Conseil, qu'il a présidé, peu avant le Conseil des ministres, une réunion de sécurité consécutivement à la situation sécuritaire qui prévaut à Kitshanga en particulier, et dans la province du Nord-Kivu en général. La communauté internationale, a été de nouveau interpellée par le Président de la République au regard des conséquences désastreuses que génère cette situation sur les populations congolaises.

Nord-Kivu : la Journée mondiale de la douane célébrée alors que 4 postes douaniers sont fermés, Bunangana, Ishasha, Kitagoma et Nyamwisi, à la suite de guerre imposée par les terroristes du M23 soutenus par le Rwanda. Tous les agents de l'administration douanière, qui y travaillaient, y compris les commerçants et les habitants qui s'approvisionnaient à partir de ces postes douaniers, sont soumis à une vie de misère. Parlant de l'éthique et des principes régissant la loi douanière, le président de l'Association provinciale des déclarants en douane (ACCAD)/ Nord-Kivu, invite ses pairs à cesser avec la pratique de corruption. Le poste-frontière de Bunangana, par exemple, réalise entre 500 et 700 000 USD des recettes douanières mensuelles.

Kinshasa : lancement de la campagne de soutien aux FARDC et d'éveil patriotique. Selon le coordonnateur national de la Dynamique d'éveil et de sursaut patriotique, structure de la société civile, il est impérieux que la RDC se dote d'une armée forte, dissuasive et professionnelle pour faire face à ces menaces multidimensionnelles.

Il estime que le document de politique nationale de défense et la loi de programmation militaire concernent désormais tout le peuple et doivent être connus, portés et vulgarisés par la société civile en vue d'une appropriation adéquate par toute la population.

Détonation à la prison de Beni : « Ce n'est pas une bombe, c'est une grenade abandonnée » (Directeur de prison). Le directeur de la prison centrale de Beni (Nord-Kivu), parle d'une grenade assourdissante qui aurait été abandonnée par un policier aux alentours de cette prison, où, selon lui, la sécurité est bien assurée. Néanmoins, il a reconnu l'impact de la surpopulation carcérale avec 1100 détenus, dont 42 femmes. A Oicha un engin explosif a été découvert vendredi au marché. Cet engin a été déminé par le service anti-mines des Nations unies (UNMAS).

Mbuji-Mayi : l'hôpital général de référence de Dipumba devient une clinique universitaire. Ce grand centre hospitalier, jadis géré par la Société minière de Bakwanga (MIBA), est devenu désormais la clinique universitaire

Le professeur abbé recteur Apollinaire Cibaka a indiqué que 1.800 étudiants seront bien formés grâce à ce grand centre hospitalier considéré comme champ d'expérimentation.

A Accra, Jean-Lucien Bussa plaide pour des sanctions contre le Rwanda. Le ministre du Commerce extérieur, représente le président Félix Tshisekedi à la première édition des Dialogues sur la prospérité de l'Afrique, qui tourne autour du thème : « ZLECAF : De l'ambition à l'action, promouvoir la prospérité grâce au

commerce continental ». A sa deuxième intervention de vendredi 27 janvier, le ministre Bussa a dénoncé la stratégie de la croissance économique du Rwanda basée sur la déstabilisation de la RDC, en organisant une économie de rapines. Il a demandé que « les chefs d'Etat arrêtent d'être hypocrites. Il faut prendre des décisions qui s'imposent. Lorsqu'un pays s'impose en donneur des leçons, en réalité c'est le perturbateur de la sécurité dans la région des Grands lacs et ce depuis plus de vingt ans ».

15 militaires Fardc tués par la milice Codeco à Djugu. Ce drame a eu lieu entre Pimbo et Kpenbegele, près d'un ruisseau proche de Pitso, non loin de la paroisse de Pimbo. Les assaillants y ont tendu une embuscade à un convoi de véhicules des Fardc. Ces miliciens auraient laissé passer la première voiture, avant de s'attaquer aux véhicules qui suivaient le convoi et qui transportaient des militaires parmi lesquels les deux colonels. Il s'en est suivi un échange des tirs nourris entre les deux parties. Les assaillants ont emporté une importante quantité d'armes et de munitions, avant de disparaître. Ces soldats des Fardc se rendaient au front à Njala, où un autre groupe de ces miliciens venait d'attaquer quelques heures plus tôt, une position des soldats des Fardc. Pour l'instant, le trafic entre Mahagi et Iga-Barrière est coupé. **Ituri : Bintou Keita condamne l'attaque des miliciens Codeco URDPC qui a causé la mort de 15 soldats des Fardc.** La Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC et Cheffe de la Monusco est consternée par le prix élevé que les populations et les forces de sécurité congolaises continuent de payer à cause de l'activité des groupes armés et présente ses sincères condoléances aux autorités, aux familles endeuillées et aux populations congolaises. Elle réitère l'appel du Secrétaire général aux groupes armés pour qu'ils déposent immédiatement les armes et s'engagent dans le P-DDRCS.

Le Cardinal Ambongo appelle les Congolais à réserver un accueil chaleureux au pape François. Selon lui, la visite du souverain pontife est « un moment de cohésion » nationale qu'il faudrait capitaliser. « Sur le plan organisationnel, je crois que nous sommes prêts à plus de 95 %. Le pape peut arriver. Sur le plan liturgique, là aussi nous sommes prêts, la grande chorale de plus de 700 choristes, est déjà prête. Toutes ces informations qui ont une dimension sécuritaire, nous les donnerons au dernier moment ».

Kalemie : Denis Kadima scrute le déroulement de l'enrôlement des électeurs. Le président de la Commission électorale nationale indépendante est en visite à Kalemie (Tanganyika), pour s'assurer du bon déroulement des opérations d'identification et d'enrôlement dans cette province. Il en a profité pour inviter la population du Tanganyika et toutes les personnes qui remplissent les conditions requises « à venir se faire inscrire le plus tôt possible, à ne pas attendre la dernière minute parce que l'enrôlement aura lieu pendant 30 jours ».

Beni : l'Unicef demande la libération immédiate et inconditionnelle de 13 enfants enlevés à Makungwe. L'Unicef affirme que ces enfants, onze garçons et deux filles - âgés de 12 à 14 ans - auraient été enlevés lors d'une attaque armée dans la nuit du 22 janvier dans le village de Makungwe, à 26 km de Butembo. Cette attaque a fait au moins 24 morts, dont une jeune fille de 13 ans. L'Unicef condamne cet enlèvement et se dit préoccupé par le fait que les enfants enlevés soient traités de manière inhumaine et demande qu'ils soient immédiatement libérés.

Lutter contre le phénomène « enfants en situation de rue ». Le Président Félix Tshisekedi a invité, au cours de ce conseil des ministres, tous les acteurs sociaux à lutter contre le phénomène « enfants en situation de rue » en RDC. « Le Président de la République reste préoccupé par le phénomène « enfants en situation de rue », communément appelés « enfants de la rue » qui constitue une interpellation et engage au quotidien notre responsabilité collective bien que cette situation exige une attention particulière des pouvoirs publics. Le Chef de l'Etat a rappelé à l'attention du gouvernement, des parents, des partenaires et de tous les acteurs sociaux, que la place de l'enfant n'est pas dans la rue, ni dans les centres d'hébergement. Le milieu naturel de l'enfant reste et demeure en famille ».

Guerre au Nord-Kivu : le parti politique Nouvel élan exige plus d'actions de la part du gouvernement. Yannick Ramazani, cadre de ce parti estime qu'au regard du nombre de postes douaniers et de l'espace déjà occupé par les rebelles, la province est déjà « balkanisée » sur le plan économique : « Le Nouvel élan condamne avec la dernière énergie, la poursuite de l'occupation rwandaise sous couverture du M23 du territoire congolais d'une part. Nous nous posons la question, est-il toujours temps au gouvernement congolais de continuer à dénoncer ? ou plutôt d'agir ? Aujourd'hui nous subissons déjà une balkanisation économique, et si cette situation persiste, cela aura un impact sur l'ensemble du Pays, au regard de l'apport très considérable du Nord-Kivu à l'économie nationale. Nul n'ignore que le Pays ne manque pas d'hommes pour défendre l'intégrité territoriale nationale ».

Dimanche 29 janvier.

Nord-Kivu : afflux de déplacés de Masisi vers l'ancien site de Bulengo, au quartier Lac Vert, abritant la concession de l'Institut supérieur des techniques appliquées (ISTA)/Goma (Nord-Kivu). Cet ancien site n'est pas encore aménagé et ne possède pas de latrines et n'est pas alimenté en eau potable. Ces déplacés ont fui d'intenses combats ayant opposé ces derniers jours les rebelles du M23 aux Fardc dans la zone de Kitshanga. Ces derniers arrivent par vague et sont installés dans cet ancien site de Bulengo qui a accueilli à l'époque du CNDP en 2007 et 2008 plusieurs ménages de déplacés. **Masisi : les rebelles du M23 mènent des patrouilles à Kitshanga.** Ce mouvement rebelle s'est renforcé en effectif dans cette cité. Les quelques déplacés courageux qui rentrent à Kitshanga à la recherche de quoi manger sont interdits par les rebelles de retourner à leur lieu de refuge. Une situation qui augmente la peur et inquiétudes des déplacés, qui, du reste meurent de faim dans les lieux de refuge.

Beni : la SYLAM appelle la population à la vigilance, après des cas d'explosion de bombes. « Partenaire du Service anti-mines de la Monusco, la Synergie pour la lutte anti-mines (SYLAM) demande aux populations dans les zones en conflit armé et en proie au terrorisme, en présence ou contact avec les engins ou explosifs de guerre, de ne pas les approcher, de ne pas les toucher, de ne pas y jeter les objets même de faible poids, de ne pas y extraire du métal mais d'informer immédiatement aux autorités locales et les ONG de la lutte antimines ». Depuis le début de ce mois de janvier, la région de Beni a été la cible de deux attaques à la bombe artisanale ayant causé 15 morts ainsi que 87 blessés.

Le chef de l'Etat appelé à faciliter le retour des chefs coutumiers de Kwamouth dans leurs villages. « Nous demandons le retour de nos peuples Téké Humbu, leurs chefs coutumiers ainsi que rescapés dans leurs villages, accompagnés par le gouvernement de la République avec les Fardc qui sera suivi des postes permanents de la police nationale », a déclaré le porte-parole des chefs coutumiers de Kwamouth. Ces chefs coutumiers exigent que les assaillants, arrêtés avec leurs seigneurs de guerre, bien identifiés, soient jugés dans l'audience publique. Ils demandent aussi assistance, justice et réparation pour les victimes du conflit survenu à Kwamouth et ses environs.

Bukavu : lancement de la 2^e phase d'installation des compteurs en mode prépayé, au quartier Labotte, dans la commune d'Ibanda. Cette opération entend restaurer le courant électrique dans cette entité de la commune d'Ibanda, en proie depuis deux ans aux coupures intempestives. Le directeur provincial de la Snel au Sud-Kivu, a précisé que l'électricité sera rétablie dans les jours à venir. Il a ainsi expliqué le bien-fondé de ce système dénommé « cash power ». « Ce système a pour avantage de permettre au client de gérer soi-même son énergie qu'il a achetée et ça permet aussi au client d'avoir du courant stable. Quand vous êtes en cash power, quand vous gérez votre énergie d'une manière économique, la Snel n'a plus de raison de faire le délestage chez vous ».

Maniema : baisse du prix de ciment à Kindu. Il est passé, de 50 à 30 USD, soit une baisse de 40%. Les opérateurs économiques de cette contrée attribuent cette baisse à l'abondance de ces produits sur le marché à la suite de l'approvisionnement de la ville par le train de la SNCC. Presque tous les dépôts sont remplis de ciment. La province du Maniema s'approvisionne en ciment à partir de Kisangani (Tshopo) et Kalemie (Tanganyika).

COVID-19 : plus de 675 000 personnes vaccinées en 2022 au Kwilu, sur environ 2. 279. 814 attendues au cours de l'année 2022 dans la province du Kwilu. Le médecin chef du Programme élargi de vaccination (PEV) au Maniema, a attribué ce faible taux de vaccination notamment à la campagne de désinformation, à la résistance de la population et à l'implication insuffisante des autorités dans la lutte contre la COVID-19 dans ce coin du pays. Le vice-gouverneur du Kwilu, a par ailleurs demandé aux partenaires techniques et financiers de voir comment la province peut élargir les champs de sensibilisation à travers les entités décentralisées et déconcentrées à la vaccination contre la COVID-19.

Ituri : reprise timide du trafic sur l'axe Iga Barrière-Mahagi. Des dizaines de véhicules qui étaient stationnés à plusieurs villages dont Fataki, Jina ou encore Iga Barrière ont poursuivi leurs voyages. Des camions et des voitures avec des passagers à bord sont arrivés sain et sauf dans la soirée de samedi dernier à Bunia.

Mbuji-Mayi : incendie du grand marché Bakua Dianga, dans la commune de Dibindi à Mbuji Mayi. Les sinistrés de ce drame sont les propriétaires de dépôts où les marchandises sont régulièrement consignées. Les vendeurs d'habits de luxe, de friperies, d'ustensiles de cuisine, de chaussures et de téléphones ont également perdu leurs produits. Ce feu a été maîtrisé une heure et demie après l'arrivée du véhicule anti incendie.

Beni : environ 100 nouveaux cas de rougeole notifiés en une semaine à Oicha. Ce qui porte à 850, le nombre total de cas de cette maladie notifiés depuis novembre dernier. Parmi les 850 cas notifiés depuis novembre

dernier, on compte déjà 9 décès. Un lot de 10 000 doses de vaccin disponibilisé par la zone de santé de Butembo est déjà arrivé à Oicha.

Ituri : 14 personnes tuées par les ADF dans quatre villages d'Irumu. A Bandisende, les Fardc ont réussi à tuer deux ADF et à récupérer des armes « entre les mains de l'ennemi ». Plusieurs habitants ont quitté la zone pour se mettre à l'abri. La société civile locale salue l'intervention de l'armée qui a permis de limiter les dégâts.

Denis Kadima à Lubumbashi pour « avoir les idées précises sur le processus d'enrôlement des électeurs ». Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) appelle les Congolais à « s'enrôler massivement » et surtout à ne pas attendre le dernier jour. « Nous avons besoin de tout le monde parce que c'est un exercice citoyen qui va aboutir pas seulement à la délivrance de la carte d'électeur mais aussi de la carte d'identité nationale que nous n'avons plus eue depuis des décennies », ajoute-t-il.

Kinshasa : les élèves n'iront pas au cours mercredi 1er février (officiel). L'avant-midi de mercredi 1^{er} février 2023 sera chômée dans la ville de Kinshasa, pour permettre aux fidèles d'aller aux services religieux, notamment la messe papale prévue à l'aéroport de Ndolo. Par conséquent, il n'y aura pas de classe pour les enfants. A trois jours de l'arrivée du souverain pontife, le Premier Ministre, a réuni tous les services de sécurité pour évaluer les dispositifs mis en place pour la sécurité du souverain pontife et celle des millions des Congolais qui vont devoir se déplacer pour l'accueillir et pour assister aux services religieux prévus en marge de cet événement.

Pape François : « La RDC souffre, surtout dans l'Est du pays, en raison d'affrontements armés et de l'exploitation, le Soudan du Sud, déchiré par des années de guerre, a hâte que cessent les violences continuelles qui obligent beaucoup de personnes à vivre déplacées et dans des conditions de grande détresse », a déclaré ce dimanche 29 janvier au Vatican, le pape François. C'était après la prière de l'angélus. Il est revenu sur son prochain voyage qui le conduira à partir du mardi 31 janvier en RDC et au Soudan du Sud. **Une Eglise vivante dans un pays martyrisé.** Malgré l'instabilité sécuritaire, l'Église catholique congolaise continue d'être l'une des Églises les plus vivantes d'Afrique. En témoignent le nombre toujours croissant de catholiques, qui représentent environ 33% de la population (dont 90 % est chrétienne), la forte fréquentation de l'Église, même chez les jeunes, les vocations florissantes, l'activisme laïc catholique et sa large présence dans la société et dans les médias.

Lundi 30 janvier.

Maniema : des femmes accouchent au poste de santé Binumbi qui n'a aucun lit d'accouchement. Le poste de santé de Binumbi dans la zone de santé de Kalima, à seulement 45 km de Kindu dans la province du Maniema, accueille les femmes qui accouchent dans des conditions déplorables. Ce centre de santé où sont soignés les habitants de trois villages, n'a qu'une capacité de 7 lits. Il n'a ni lit d'accouchement ni un kit complet d'accouchement. « Nous avons notre poste de santé ici à Binumbi, c'est la population qui a commencé à construire ce poste de santé, mais il est inachevé. C'est pourquoi nous demandons aux autorités de nous venir en aide pour que nous puissions terminer cette construction. Ici, nous consommons aussi de l'eau qui n'est pas potable. Nous demandons, surtout aux autorités, qu'ils nous viennent en aide pour que nous puissions consommer une bonne eau», plaide le chef du village.

Nord-Kivu : 3 radios communautaires de Mweso ferment à la suite des menaces du M23. Selon un des responsables de ces médias, au regard de ces menaces, « Ils ont jugé bon de se protéger et protéger les équipements et matériels ». Les responsables de ces médias plaident auprès de la Monusco pour l'évacuation des journalistes qui vivent actuellement en clandestinité.

Kinshasa : les autorités se rassurent de l'avancement et la qualité des travaux dans les sites des activités du pape. A l'aéroport de Ndolo, Félix Tshisekedi a apprécié le gigantesque podium monté sur un espace de 150m² qui devrait servir d'autel pour la sainte messe. Trente compartiments et points d'accès sont prévus pour les fidèles aux côtés de la vingtaine d'écrans géants qui vont retransmettre la célébration que diffusera en direct la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC). Du stade des martyrs, retenus pour la rencontre avec les jeunes, au Palais de la nation où est prévu la rencontre avec le chef de l'État et les acteurs politiques, la qualité d'aménagement de ces lieux est satisfaisante pour Félix Tshisekedi. Pour sa rencontre avec les diplomates présents en RDC et les animateurs des institutions politiques, de la société civile, et autres politiciens, un dispositif particulier est érigé toujours au Palais de la nation, lieu d'où, François s'adressera aux congolais.

Ituri : les conditions de vie des déplacés à Roe se dégradent après l'attaque de la Codeco. D'après la chargée des affaires humanitaires de Médecins sans frontières en Ituri « l'approvisionnement en nourriture est

rendu très difficile en raison de l'insécurité qui prévaut autour du site de Roe. Les gens n'ont plus la possibilité d'accéder aux champs environnants. Ceci perturbe également énormément l'approvisionnement des marchés ». Elle note aussi un besoin en eau, hygiène et assainissement. « Par ailleurs on a aussi un manque critique des latrines. Ce qui entraîne des véritables risques de développement et de propagation d'épidémies au sein du camp. L'insécurité du site de Roe et de ses alentours demeure une grande préoccupation pour la population du camp dont nos staffs font partie. Les gens vivent dans l'angoisse permanente d'une nouvelle attaque », a-t-elle témoigné.

Haut-Katanga : le président de la Ceni satisfait du déroulement de l'enrôlement à Lubumbashi. Le président de la Commission électorale nationale indépendante a visité deux centres à Lubumbashi et conclu « les agents de la Ceni maîtrisent l'outil, ils parviennent à inscrire les gens très facilement et sans trop de difficultés ». Le Haut-Katanga est la cinquième province que le président de la Ceni a visitée depuis le début de l'enrôlement dans la deuxième aire opérationnelle. Il a rejoint Kinshasa, dimanche 29 janvier.

La RDC représente 70% des cas de maladie du sommeil dans le monde. Le ministre de la Santé, Hygiène et Prévention, a fait savoir ce 30 janvier que la « la RDC est le pays le plus touché par la maladie du sommeil, elle représente en elle seule le taux de 70% de cas au monde de la maladie de la trypanosomiase humaine Africaine (THA) ». Ainsi, pour atteindre l'élimination de la THA dans le monde, les efforts particuliers doivent être faits surtout en RDC. C'est pourquoi, le gouvernement de la RDC avec ses partenaires techniques et financiers a pris l'engagement d'accompagner le pays, enfin d'éliminer la maladie du sommeil d'ici 2030. « Appuyer cette activité, c'est investir aussi à la couverture de santé universelle car le traitement de cette maladie est gratuit ».

Rutshuru : un notable appelle les Fardc, la Monusco et l'EAC à préserver la population des représailles du M23 à Bwito. « Les rebelles du M23 qui sont basés au niveau de Mabenga et Kahunga viennent de renforcer leurs positions. Des militaires venus du Rwanda, au moins 3 véhicules, sont arrivés au niveau de Kahunga et Mabenga pour renforcer les autres rebelles avec du matériels de guerre. L'attaque est imminente au niveau de la Rwindi. Au niveau de Kishishe, ils ont renforcé en hommes et en munitions ».

Sud-Kivu : un policier blessé lors de l'attaque de l'île d'Ibinja attribuée à la marine rwandaise. Les faits remontent au 28 janvier. Des témoins affirment avoir aperçu les militaires de la marine Rwandaise qui ont débordé de plus de 500 mètres dans les eaux congolaises du lac Kivu. La marine rwandaise a tiré plusieurs coups de feu sur un poste de surveillance des forces de défense et de sécurité lacustre congolaise. Il s'en est suivi la riposte de la police lacustre du Sud-Kivu. Le bilan fait état d'un élément de la police lacustre blessé par balle, des maisons endommagées et bien d'autres dégâts matériels. Cette situation a créé la panique dans la population mais des sources sécuritaires rassurent que la situation est redevenue sous contrôle cette même nuit de samedi.

Kasai-Oriental : le BCECO juge satisfaisants les travaux de construction des ouvrages du projet de 145 territoires. Le directeur général du bureau central de coordination, a visité différents chantiers dans les territoires de Lupatapata et Katanda où certains ouvrages sont en pleine construction. « Les chantiers que nous avons vus, évoluent, je suis satisfait. On ne peut pas dire 100% mais à 80 %, pourquoi ? Parce que je vois d'abord la qualité des ouvrages ». Il a aussi apprécié « l'impact positif, tout autour des sites où sont en train d'être construites les infrastructures dans le cadre du PDL ». Une petite activité économique s'est développée dans les villages, a-t-il affirmé. « Les chantiers sont fournis en matériaux locaux par les mamans de ces villages. Les matériaux tels que le sable, le gravier, l'eau. Ce qui témoigne en fait une forte appropriation de la population vis-à-vis du PDL 145 territoires. Et cela permet à ces population d'avoir des revenus et d'améliorer leurs conditions de vie ».

L'Université Simon Kimbangu en matinée scientifique ce mardi à Kinshasa. Cette activité entend préparer la prochaine rentrée académique à l'USK. Elle va réunir tous les professeurs, les chefs des travaux, les assistants et la coordination estudiantine de cette institution. Cet établissement universitaire organise par ailleurs cette matinée un mois après la clôture de l'année académique 2022-2023.

Le député Kiro Tsongo dote la ville de Beni de 50 détecteurs de métaux pour prévenir les attaques à la bombe artisanale. Ces détecteurs de métaux vont contribuer à renforcer le contrôle et la vigilance dans les entrées des espaces publics pour anticiper et lutter contre les attaques à la bombe artisanale dans la ville de Beni. Ces outils seront utilisés dans les entrées des écoles, des églises, des marchés et des parkings. En l'espace de dix jours, la région de Beni a connu 2 attaques à la bombe artisanale ayant occasionné la mort de 15 civils et plus de 80 blessés.

Kasai-Oriental : un centre de santé est en construction au village Kabwe, située à une vingtaine de km de Mbuji-Mayi, dans le territoire de Katanda. Les travaux sont exécutés par la Caritas Développement Idiofa, qui a

gagné le marché auprès du Bureau central de coordination (BCECO), comme agence locale d'exécution, dans le cadre du projet de développement local de 145 territoires. Le directeur général du BCECO est allé, samedi 28 janvier, inspecter ces travaux de construction. D'une capacité de plus de 10 lits, cette infrastructure hospitalière aura un grand bâtiment subdivisé en deux, affirme ingénieur constructeur.

Maniema : 17 tonnes de matériel électoral déjà arrivées à Kindu. « Il s'agit des kits d'enrôlement proprement dit, nous venons de recevoir les films plastiques, le laminage des cartes d'électeurs, nous venons aussi de réceptionner les cartes d'électeurs ainsi que les fiches d'identification ». D'après le secrétaire exécutif de la Ceni, ces kits seront déployés très prochainement dans les 629 centres d'inscription que compte cette province.

Convoqués à Kinshasa, les lauréats du concours de la magistrature sont abandonnés à leur triste sort. Après les avoir fait venir, à leurs propres frais, de provinces où ils se trouvaient à Kinshasa, pour un contrôle physique, le Conseil supérieur de la magistrature leur avait demandé de rester dans la capitale pour une formation. Cependant, cette formation ne démarre toujours pas. Au moins deux parmi eux, tombés malades et dépourvus de moyens conséquents pour se faire soigner sont morts. Au niveau du Conseil, il était fait mention de l'attente d'entrée en vigueur du nouveau budget 2023 afin de procéder à la mise en place générale des magistrats.

Felix Tshisekedi demande à l'ONU d'infliger les sanctions aux autorités rwandaises et aux terroristes du M23. « Je réitère la demande du gouvernement congolais, introduite depuis septembre dernier auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, d'examiner le rapport des experts de l'ONU sur la situation sécuritaire dans l'est et d'infliger les sanctions individuelles et collectives aux autorités rwandaises, aux terroristes du M23 ainsi qu'à l'Etat rwandais qui bafoue le droit international et commet des crimes ainsi que des violations graves des droits de l'homme au Nord-Kivu ». Selon lui, « continuer à cacher la vérité déjà connue de tous et refuser de débattre de ce rapport, pour couvrir les auteurs de ces crimes abominables, c'est encourager l'impunité ». Par ailleurs, il a insisté sur le fait que les enjeux de l'agression du Rwanda sont économiques et hégémoniques.

Appui au processus électoral : la Monusco transporte 6 tonnes de matériel pour l'antenne locale de la Ceni à Beni.

Ce qui porte à trois, le nombre total de vols effectués par la Monusco dans le cadre de son appui à la Ceni au Nord-Kivu. Quelque 16 tonnes de matériel électoral ont ainsi été transportées par air par la Monusco depuis le 26 janvier dernier, en prévision du lancement des opérations de d'identification et d'enrôlement des électeurs censées démarrer le 16 février prochain dans la ville et le territoire de Beni, pour prendre fin le 13 mars 2023.

Mardi 31 octobre.

Le Pape François arrive ce mardi à Kinshasa sur fond de crise sécuritaire dans l'Est, pour un voyage apostolique, initialement prévu en juillet 2022. Il se rend dans un pays qui avait déjà accueilli le pape Jean-Paul II en 1980 et 1985 et qui compte, selon le Vatican, 40% de catholiques. Enthousiaste pour ce déplacement, il a, sur son compte twitter, salué le peuple congolais qui l'attend : « Demain [mardi 31 janvier], je partirai pour un voyage apostolique en RDC et en République du Soudan du Sud. Je salue avec affection ces chers peuples qui m'attendent. Je demande à chacun, s'il vous plaît, d'accompagner ce voyage par la prière ». Le programme : son avion va atterrir à Kinshasa à 15h. À son arrivée, après la visite de courtoisie au Président Tshisekedi, il rencontrera les autorités, la société civile et le corps diplomatique au Palais de la Nation et y prononcera un discours. Le 1^{er} février, il célébrera la messe à l'aéroport de Ndolo dans la matinée. Dans l'après-midi, il rencontrera des victimes des violences dans l'Est du pays et des représentants de certaines œuvres caritatives, l'occasion pour lui, à chaque fois, de prononcer un discours. Le 2 février, une rencontre entre le Pape et les jeunes et les catéchistes est prévue au stade des Martyrs. L'après-midi, il participera dans la cathédrale Notre-Dame-du-Congo à une rencontre de prière avec les prêtres, les diacres, les personnes consacrées et les séminaristes, avant de s'entretenir en privé avec les jésuites du Congo. Le 3 février, avant de quitter la RDC, il s'entretiendra avec les évêques congolais au siège de la Cenco. Il prendra ensuite l'avion pour Juba, la capitale du Soudan du Sud, voyage qu'il effectuera en compagnie de l'archevêque de Canterbury et du modérateur de l'assemblée générale de l'Église d'Écosse. **Visite du pape : le public s'amasse déjà à l'aéroport de N'djili et le long du boulevard Lumumba.** Les membres de certains partis politiques affichent aussi leur présence le long du boulevard Lumumba pour accueillir le pape. Certaines personnes interrogées sur place attendent de lui un message de paix pour " la RDC, qui est agressée par le Rwanda sous le label du M23". Dans son message du 30 janvier Mgr Carlos Ndaka, évêque auxiliaire de Kinshasa, a appelé le peuple congolais à réserver un accueil chaleureux au Saint-Père. **Le Pape François est arrivé en RDC.** Le Pape François est arrivé ce 31 janvier à Kinshasa par l'aéroport international de N'djili. Il a été accueilli par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, le Cardinal Fridolin Ambongo, le Nonce apostolique, les évêques, les personnalités politiques et les prêtres, religieux et fidèles. **L'accès au site de la messe non conditionné par le port de macaron (Mgr Carlos**

Ndaka). Le port de macaron n'est réservé qu'aux autorités politico-administratives et à une certaine catégorie des prestataires. Les personnes à mobilité réduite ont également une place de choix. Parmi les personnalités attendues à cet événement, l'Eglise catholique de la RDC accueille dès ce mardi, notamment une délégation des évêques du Rwanda. **Theo Ngwabidje espère l'implication du pape François dans la résolution de la crise dans l'Est de la RDC.** Selon le gouverneur du Sud-Kivu, la population de l'Est de la RDC n'attend que la paix et la visite du souverain pontife ravive les flammes de l'espérance pour les populations de cette partie du pays. « Nous avons beaucoup d'espoir que le pape va s'impliquer non seulement comme chef de l'Eglise catholique mais nous connaissons son poids dans le concert des nations pour que la paix revienne dans l'Est de notre pays. C'est surtout une visite historique et beaucoup d'espérance, puisque le problème qui se passe dans notre pays n'est pas bien diffusé ou connu dans le monde ». Le gouverneur souhaite notamment que le monde s'implique dans la crise en RDC. **Ituri : des victimes des atrocités à Kinshasa pour transmettre leur message au pape François.** Le principal message à adresser au pape « L'Ituri a besoin que cessent les tueries ainsi que toutes les autres formes de violences pour que sa population puisse vaquer à ses occupations dans la quiétude ». Toutes ces personnes souhaitent que le souverain pontife puisse porter haut la voix de l'Ituri au concert des nations pour que les tireurs des ficelles cessent de manipuler la jeunesse, et que les responsables des massacres qui se commettent dans cette province répondent de leurs actes. Cette équipe est composée d'une dizaine de personnes, parmi lesquelles l'Evêque du Diocèse de Bunia, des prêtres, des membres du Groupe des cinq communautés victimes des atrocités de l'Ituri ainsi que des femmes et enfants mutilés dans les conflits armés de l'Ituri. Abbé Chrysanthe Ngabu, qui fait partie de la délégation, attend que le pape prie pour la paix en Ituri et qu'à travers sa visite, le peuple iturien puisse se réconcilier et arrêter les violences. Selon le programme élaboré, la délégation de l'Ituri sera reçue ce mercredi 1^{er} février par la délégation papale. **Félix Tshisekedi : « L'hospitalité qui nous caractérise a été mise à mal par les ennemis de la paix venus essentiellement des pays voisins ».** Le Président Felix-Antoine Tshisekedi a, dans son discours de bienvenu du pape François, fait remarquer : « Ce malheur qui dure depuis près de trente ans, fait aujourd'hui partie de notre territoire en proie à ces violences et fait de cette zone une zone en rupture de paix où, outre les groupes armés, les puissances étrangères avides des minerais contenus dans notre sous-sol, commettent avec l'appui direct et lâche de notre voisin, le Rwanda, de commettre les cruelles atrocités faisant ainsi de la sécurité le premier et grand défi du gouvernement ». En effet, en la faveur de l'inaction et du silence de la communauté internationale, plus de 10 millions de personnes ont déjà été atrocement arrachées à la vie. D'innocentes femmes, même enceintes sont éventrées et violées, des jeunes gens et enfants sont égorgés, des familles, des vieillards ainsi que des enfants sont condamnés à braver la fatigue et l'épuisement afin d'errer hors de leur maison à la recherche de la paix. Il a, au cours de ce discours, fait remarquer que le changement climatique et la réduction de la pauvreté, restent d'autres défis à relever. La sécurité étant le défi central. Au-delà de la présentation de la République démocratique du Congo et de sa richesse, le Président Tshisekedi a aussi évoqué les valeurs de la population de la RDC : « Si la RDC a proclamé la laïcité de l'état comme principe constitutionnel, la vie de nos populations demeure profondément liée à des convictions religieuses qui traduisent le dynamisme et la vitalité de leur foi. Ces convictions structurent notre agir collectif. Et la vie de nos familles repose en grande partie, sur ces valeurs religieuses. Au nombre de celles-ci figurent notamment l'hospitalité qui s'impose comme une valeur cardinale partagée par l'ensemble de nos familles et de notre peuple».

Pape François aux multinationales : « Retirez vos mains de la RDC » Répondant au discours de bienvenue du Président Felix-Antoine Tshisekedi, le Pape François a lancé « ce pays, largement pillé, ne parvient donc pas à profiter suffisamment de ses immenses ressources : on en est arrivé au paradoxe que les fruits de sa terre le rendent "étranger" à ses habitants. Le poison de la cupidité a ensanglanté ses diamants. C'est un drame devant lequel le monde économiquement plus avancé ferme souvent les yeux, les oreilles et la bouche. Mais ce pays et ce continent méritent d'être respectés et écoutés. Cessez d'étouffer l'Afrique : elle n'est pas une mine à exploiter ni une terre à dévaliser. Que l'Afrique soit protagoniste de son destin ». Pour le pape François « après le colonialisme politique », un colonialisme économique tout aussi asservissant s'est déchainé. Le pape François a plaidé ensuite pour « une diplomatie de l'homme pour l'homme, des peuples pour les peuples, (qui) doit se déployer, selon laquelle les opportunités de croissance des personnes soient au centre, et non le contrôle des zones et des ressources, les visées d'expansion et l'augmentation des profits. En regardant ce peuple, on a l'impression que la Communauté internationale s'est presque résignée à la violence qui le dévore ». **Le pape François dénonce un « génocide oublié »,** dont sont victimes les populations de l'est de la RDC depuis plusieurs années. Il plaide pour la convergence des forces afin de promouvoir la paix et la réconciliation en RDC. « Monsieur le président, vous avez du génocide oublié dont souffre la RDC. Et tandis que vous Congolais, vous lutez pour sauvegarder votre dignité, l'intégrité de votre pays contre les méprisables tentatives de fragmentation du pays, je viens à vous au nom de Jésus comme un pèlerin de réconciliation et de paix ». Il a annoncé venir en RDC apporter la proximité, l'affection et la consolation de toute l'Eglise catholique. Le Souverain pontife est convaincu que la RDC est une terre bénie et retrouvera la vraie paix prônée par le Christ. Elle sera une oasis de paix à partir de laquelle partira le développement de la région et de tout le continent : « Je voudrais vous parler à travers une image qui symbolise bien la beauté lumineuse de cette terre : celle du diamant.

Chères femmes et chers hommes congolais, votre pays est vraiment un diamant de la création ; mais vous, vous tous, êtes infiniment plus précieux que toutes les choses bonnes qui sortent de ce sol fertile ! ». **Ne pas s'habituer au sang qui coule dans ce pays.** Le pape a poursuivi son propos en appelant les Congolais à ne pas tomber dans la violence et la haine : « dès le début de mon voyage, je souhaite donc lancer un appel : que chaque congolais joue son rôle. Que la violence et la haine n'aient plus de place dans le cœur et sur les lèvres de quiconque, car ce sont des sentiments inhumains et anti-chrétiens qui paralysent le développement et ramènent en arrière, vers un sombre passé ». Il plaide aussi pour l'aboutissement du processus de paix : « En regardant ce peuple, on a l'impression que la Communauté internationale s'est presque résignée à la violence qui le dévore. Nous ne pouvons pas nous habituer au sang qui coule dans ce pays, depuis des décennies désormais, faisant des millions de morts à l'insu de beaucoup. Il faut que l'on sache ce qui se passe ici, que les processus de paix en cours, -que j'encourage de toutes mes forces- soient soutenus dans les faits et que les engagements soient tenus ». Il a invité le pays à ne pas « glisser dans le tribalisme et la confrontation », ni à prendre « obstinément parti pour sa propre ethnie ou pour des intérêts particuliers, alimentant des spirales de haine et de violence ». Le « problème n'est pas la nature des hommes ou des groupes ethniques et sociaux, mais la manière dont on décide d'être ensemble », a rappelé le pape François.

Beni : la force navale congolaise accusée de tracasser les pêcheurs sur le lac Edouard, en complicité avec les services techniques, en charge de la pêche sur le lac Edouard (Nord-Kivu). Dans un mémorandum du 27 janvier, le comité des pêcheurs individuels de Kiavinyonge accuse certains militaires de la force navale de saisie illégale de leurs matériels de pêche, mais aussi d'intimidations avec arme, de pillage de poissons et carburant, de rançonnement et de soutenir la pêche illicite sur le lac. Ces cas de tracasserie sont enregistrés dans les pêcheries de Kyavinyonge, Kasindi-port et Kisaka depuis trois mois. Près de cent pêcheurs de Kyavonyonge, signataires de ce mémorandum demandent également la restitution de leurs matériels de pêche saisis, mais également le changement du commandement de la force navale sur le lac Edouard.

La RDC expulse les officiers rwandais de la Force régionale de l'EAC (Communiqué). « Pour des raisons sécuritaires, la RDC a enjoint le Commandant de la Force régionale de la communauté des Etats de l'Afrique de l'Est de rapatrier dans leur pays, les officiers rwandais, membres du quartier général de la Force basées à Goma ».

Sur ordre des Fardc, les officiers rwandais quittent tous les mécanismes militaires régionaux basés à Goma. Ces mécanismes sont entre autres, l'état-major de la force de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC), le Mécanisme ad hoc de vérification des frontières et les mécanismes de vérification élargie à la Monusco (MCVE), tous basés à Goma. L'armée congolaise évoque des raisons sécuritaires. Elle précise que ces officiers rwandais ont déjà quitté le sol congolais et regagné le Rwanda. Le même communiqué, ajoute que pour donner suite à cette décision, le Rwanda a rappelé tous les officiers faisant partie de tous les mécanismes régionaux basés en RDC.

Tanganyika : le diocèse de Kalemie investit dans l'éducation des jeunes. Les pères missionnaires d'Afrique sont les premiers à investir dans le diocèse de Kalemie-Kirungu. L'abbé Patrick Kasongo, directeur du centre pastoral au sein du diocèse de Kalemie-Kirungu témoigne : « Je citerai à titre illustratif des écoles comme Lusaka, des internats de Liapenda, de Lumono et à Kirungu sur place des internats qui ont fait aussi la fierté de la contrée comme Kaoze, Alfajiri et même Santa Maria. Ces écoles ont formé beaucoup de cadres qui ne sont pas seulement de notre contrée, mais même au niveau national. Certaines grandes figures sont passées par Moba. En plus des écoles, nous pouvons citer les œuvres sociales comme des hôpitaux ».

Kinshasa : le député Ndjoloko Tambwe regrette que le pape n'arrive pas à Goma. Le climat sécuritaire précaire a entraîné l'annulation du déplacement du pape à Goma. Il va, néanmoins recevoir à Kinshasa, les victimes des atrocités et guerre de la partie orientale du pays, selon son agenda. Le député national Bathe Ndjoloko Tambwe espère toutefois que la visite du pape en RDC pourra mobiliser d'avantage les autorités congolaises à agir pour rétablir la paix dans le pays.

Maniema : une diarrhée décime près de 180 chèvres en 3 mois à Mombuza. La diarrhée qui saisit les petits ruminants les achève au bout de trois jours tout au plus. Et on ne sait pas si cette maladie est contagieuse pour l'homme ». Mwami demande aux autorités de leur apporter de l'aide et de déterminer la cause de cette maladie.

Nord-Kivu : poursuite des affrontements entre les Fardc et le M23 à Kitshanga. Après d'intenses combats à l'arme lourde toute la journée du 30 janvier autour de Kitshanga, les affrontements ont repris ce mardi matin après une brève accalmie tard dans la nuit. Des témoignages recueillis ce mardi à Kitshanga indiquent que les combats se déroulent à Tebero, Rusinga et Ndongdo, environ 2 km de Kitshanga. Les rebelles sont toujours dans la cité de Kitshanga et l'armée chercherait à les déloger des positions stratégiques, notamment de la colline de

Rusinga. La majorité de la population reste réfugiée à la base de la Monusco depuis une semaine. Ces habitants ne peuvent se déplacer pour chercher à manger, à cause de l'intensité des affrontements. Pendant ce temps, à Rutshuru, dans la chefferie de Bwito, des détonations des armes lourdes se sont fait entendre lundi vers Lugarama et Musai.

Mbuji-Mayi : les victimes de l'incendie du marché Bakua Dianga réclament leur indemnisation à la mairie. Ces victimes de l'incendie des marchandises le week-end dernier au marché Bakua Dianga ont rencontré lundi le maire de Mbuji-Mayi devant son bureau de travail. Certains réclament leur indemnisation. D'autres par contre sollicitent auprès des autorités un geste pour leur survie après ce désastre. Le maire de Mbuji-Mayi, promet de répondre à leurs revendications durant la semaine.

Kinshasa : beaucoup de produits d'art congolais exposés au Festival papal. Plusieurs visiteurs se disent satisfaits du Festival papal dénommé "Festival de la paix", ouvert au Palais peuple depuis le 27 janvier, à l'occasion de la visite du Pape François en RDC. Beaucoup de produits d'art congolais notamment y sont exposés. Les artistes, les banques et plusieurs maisons commerciales y sont aussi représentés.

Nord-Kivu : la société civile appelle la coalition Fardc-UPDF à sécuriser la route Eringeti-Kainama. La société civile du groupement de Banande-Kainama demande aux forces conjointes des armées congolaise et ougandaise déployées dans cette entité du territoire de Beni (Nord-Kivu) de multiplier les patrouilles de combat sur l'axe routier Eringeti-Kainama. Cette structure citoyenne rapporte que depuis deux semaines, plusieurs incidents sécuritaires ayant occasionné mort d'hommes et des dégâts matériels ont été enregistrés sur cette route.

